

ROYAUME DU MAROC



Ministère de l'Economie et des Finances

Rapport d'activité

DIRECTION DES ETUDES ET DES
PREVISIONS FINANCIERES

2025

20
25



صاحب الجلالة الملك محمد السادس نصره الله
Sa Majesté le Roi Mohammed VI

Table des matières

SIGLES ET ABBREVIATIONS	5
LE « TAG CLOUD » DE L'ACTIVITE DE LA DEPF EN 2025	7
MOT DU DIRECTEUR	8
INTRODUCTION	9
FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2025	10
01. SUIVI DE LA CONJONCTURE, VEILLE ET PREVISIONS	12
02. ECO I : GEOECONOMIE	22
03. ECO II : MACROECONOMIE	32
04. ECO III : FINANCES PUBLIQUES ET FINANCEMENT DE L'ECONOMIE	37
05. ECO IV : DEVELOPPEMENT SECTORIEL, CLIMAT ET DURABILITE	42
06. ECO V : EMPLOI ET INCLUSION SOCIALE ET TERRITORIALE	49
07. ECO VI : NOWCASTING ET BIG DATA	60
08. ECO VII : ETUDES D'IMPACTS	65
09. LEVIERS DE PERFORMANCE : CAPITAL HUMAIN ET TRANSFORMATION NUMÉRIQUE	69

SIGLES ET ABBREVIATIONS

ADM	Société Nationale Des Autoroutes Du Maroc	MIMPAS	Modèle Intégré Macro-économétrique de Projection et d'Analyse des Simulations
BCE	Banque Centrale Européenne	MRE	Marocains Résidant à L'étranger
BI	Business Intelligence (Informatique Décisionnelle)	CND	Contribution Déterminée Nationale
BRI	Banque des Règlements Internationaux	OC	Office des Changes
BSG	Budgétisation Sensible au Genre	OCDE	Organisation de Coopération Et De Développement Economiques
BTP	Bâtiment et Travaux Publics	ODD	Objectifs de Développement Durable
CEDEAO	Communauté Economique Des États De l'Afrique De l'Ouest	OMS	Organisation Mondiale de La Santé
CEQ	Commitment To Equity (Méthodologie D'évaluation De L'équité)	ONCF	Office National des Chemins de Fer
CGEM	Confédération Générale Des Entreprises Du Maroc	ONMT	Observatoire National Du Marché Du Travail
CGI	Code Général des Impôts	ONU	Organisation des Nations Unies
CNSS	Caisse Nationale De Sécurité Sociale	PAS	Plan d'action Stratégique
CNUCED	Conférence des Nations Unies Sur Le Commerce Et Le Développement	PIB	Produit Intérieur Brut
DEPF	Direction des Études Et des Prévisions Financières	PIBH	Produit Intérieur Brut Par Habitant
DGI	Direction Générale des Impôts	PLF	Projet de Loi de Finances
ENCDM	Enquête Nationale sur la Consommation et les Dépenses des Ménages	PNGDP	Programme National de Généralisation et de Développement du Préscolaire
ENE	Enquête Nationale sur l'Emploi	PNUD	Programme Des Nations Unies Pour Le Développement
FAAMAN	Façade Atlantique de l'Afrique du Maroc au Nigéria	RBG	Rapport Sur Le Budget Axé Sur Les Résultats tenant compte de l'aspect Genre
FMA	Fonds Monétaire Arabe	REF	Rapport Économique Et Financier
FMI	Fonds Monétaire International	RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
GAFI	Groupe d'Action Financière	SI	Système d'Information
HCP	Haut-Commissariat Au Plan	SIG	Système d'Information Géographique
IA	Intelligence Artificielle	TCAM	Taux de Croissance Annuel Moyen
IR	Impôt Sur Le Revenu	TPME	Très Petites, Petites et Moyennes Entreprises
IS	Impôt Sur Les Sociétés	TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
MACF	Mécanisme d'Ajustement Carbone Aux Frontières	UA	Union Africaine
MASI	Indice Général de La Bourse de Casablanca	UE	Union Européenne
MEF	Ministère de l'Économie et des Finances	UNECA	Commission Economique Des Nations Unies Pour l'Afrique
MEGC	Modèle d'équilibre Général Calculable		

NOS PRINCIPALES MISSIONS



ÉCLAIRER LE MEF EN MATIÈRE DE POLITIQUE FINANCIÈRE, ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Apporter au MEF des analyses et des éléments d'aide à la décision en matière de politiques économique, financière, sociale et environnementale.



ASSURER LA VEILLE ÉCONOMIQUE NATIONALE ET INTERNATIONALE

Suivre la conjoncture nationale et l'environnement international, analyser leurs évolutions et apprécier leurs implications pour l'économie marocaine.



ANALYSER ET PRÉVOIR LES ÉVOLUTIONS MACROÉCONOMIQUES

Élaborer le cadre macroéconomique et les prévisions économiques à court et moyen termes, développer les outils de prévision et de modélisation et contribuer au développement du système d'information du MEF.



ÉVALUER LES POLITIQUES PUBLIQUES ET LEURS IMPACTS

Analyser les effets des politiques économiques, financières, sociales et sectorielles ainsi que ceux des grands projets publics.



MOT DU DIRECTEUR

“

Dans un environnement où les transformations économiques s'accroissent et où les décisions publiques doivent être prises dans des délais de plus en plus contraints, la qualité de l'analyse, la fiabilité de l'information et la capacité d'anticipation deviennent déterminantes.

C'est dans cet esprit que la DEPF a poursuivi, en 2025, le renforcement de ses méthodes, de ses outils et de ses modes de travail. L'enjeu n'est plus seulement de produire davantage d'analyses, mais de produire une expertise plus intégrée, plus réactive et plus directement mobilisable au service de la décision publique.

La nouvelle organisation des travaux autour des axes thématiques « ECO » s'inscrit pleinement dans cette ambition. Elle favorise les approches transversales, le croisement des compétences et la mobilisation conjointe de l'analyse économique, de la modélisation, de la donnée et des outils numériques. Cette évolution permettra à la Direction de mieux appréhender des problématiques de plus en plus imbriquées et de renforcer la portée opérationnelle de ses travaux.

L'année 2025 a également confirmé l'importance accordée à l'innovation méthodologique. Le développement du Nowcasting, l'exploitation de nouvelles sources de données, l'usage accru des techniques de simulation et d'apprentissage automatique, ainsi que le renforcement des travaux d'évaluation traduisent la volonté de faire évoluer en permanence les capacités analytiques de la Direction.

Cette dynamique repose avant tout sur les femmes et les hommes de la DEPF. Leur expertise, leur engagement et leur capacité à travailler de manière collaborative constituent le socle de la qualité des productions présentées dans ce Rapport. Je tiens à leur exprimer ma reconnaissance pour les efforts accomplis et pour leur contribution à l'évolution continue de notre institution.

Notre ambition est de poursuivre cette trajectoire en consolidant une DEPF toujours plus ouverte sur les nouvelles méthodes, exigeante sur la qualité de ses analyses et pleinement engagée dans sa mission d'éclairage, d'anticipation et d'appui à la décision publique.

”

Adil HIDANE

Directeur des Etudes et des Prévisions Financières

INTRODUCTION

L'année 2025 s'est inscrite dans un environnement international marqué par la persistance des tensions géopolitiques et commerciales, l'accentuation de la fragmentation géoéconomique, l'accélération des transitions technologique et climatique ainsi que par un niveau élevé d'incertitude entourant les perspectives économiques mondiales. Au niveau national, cette conjoncture s'est accompagnée de la poursuite des grands chantiers de réforme et de transformation structurelle, et par des exigences croissantes en matière de résilience, de compétitivité et d'inclusion.

Dans cet environnement en constante évolution, la DEPF a poursuivi, conformément à ses missions et attributions et en ligne avec son Plan d'Action Stratégique (PAS) 2025-2027, ses activités de veille, d'analyse et d'anticipation économique. Les travaux menés ont visé à mieux appréhender les mutations à l'œuvre, à identifier les risques émergents et les opportunités qu'elles recèlent, et à renforcer l'éclairage apporté à la décision publique. La Direction a également apporté une contribution soutenue à la préparation du Projet de Loi de Finances 2026, à travers l'élaboration du cadrage macroéconomique sous-jacent, du Rapport Économique et Financier et du Rapport sur le Budget axé sur les Résultats tenant compte de l'aspect Genre.

L'année 2025 a, par ailleurs, été marquée par l'adoption d'une nouvelle démarche de programmation annuelle, structurée autour d'ECO thématiques et de comités de suivi dédiés. Cette organisation vise à renforcer la cohérence et la transversalité des travaux, à favoriser les synergies entre les différentes compétences de la Direction et à mieux articuler production analytique, anticipation et besoins d'aide à la décision. Dans ce cadre, les travaux ont été structurés autour de sept ECO thématiques couvrant la géoéconomie, la macroéconomie, les finances publiques et le financement de l'économie, le développement sectoriel, le climat et la durabilité, l'emploi et l'inclusion sociale et territoriale, le Big Data et le nowcasting, ainsi que les études d'impact. Cette architecture traduit la volonté de la DEPF d'appréhender les transformations économiques selon une approche davantage intégrée, transversale et prospective.

Une attention particulière a également été accordée à la question de l'emploi, érigée en priorité nationale. La Direction lui a consacré un programme renforcé d'études, d'analyses et d'outils d'aide à la décision couvrant ses dimensions quantitatives, qualitatives, sectorielles et territoriales. Cet engagement s'inscrit dans le prolongement de la désignation de la DEPF, par le Chef du Gouvernement, pour assurer le secrétariat de l'Unité de Collecte et d'Analyse des Données, composante essentielle du dispositif de gouvernance, de suivi et d'évaluation de la Feuille de route pour l'emploi adoptée en février 2025.

Le présent Rapport d'activité retrace les principales réalisations de la DEPF au titre de l'année 2025. Structuré selon la nouvelle démarche de programmation adoptée par la Direction, il présente successivement les travaux de veille, de conjoncture et de prévision, la contribution à la préparation du Projet de Loi de Finances 2026, les analyses et études stratégiques conduites dans le cadre des différentes ECO thématiques, ainsi que les principales actions engagées en matière de valorisation du capital humain et de transformation numérique.

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2025

Secrétariat de l'Unité de collecte des données sur l'emploi assuré par la DEPF



Conformément aux dispositions de la Circulaire du Chef du Gouvernement n° 04/2025 du 26 février 2025 relative à la feuille de route pour l'emploi, la DEPF assure la coordination opérationnelle des travaux de l'Unité de collecte des données relatives à l'emploi.

Participation de M. le Directeur aux travaux des réunions du Conseil de l'OCDE au niveau des Ministres (RCM)



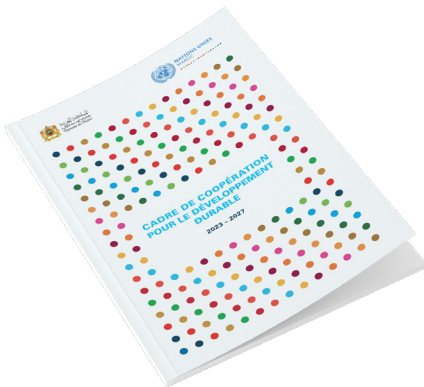
Participation de Monsieur le Directeur des Études et des Prévisions Financières à la Réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des ministres (RCM 2025), tenue les 3 et 4 juin 2025 au siège de l'OCDE à Paris, autour du thème « *Ouvrir la voie à une prospérité résiliente, inclusive et durable grâce à des échanges, des investissements et une innovation fondés sur des règles* ».

Participation à la conférence organisée par le groupe de travail thématique de la Chambre des conseillers chargé de l'évaluation des politiques publiques relatives à l'investissement et à l'emploi



Participation de Monsieur le Directeur des Études et des Prévisions Financières à la conférence organisée le 11 juin 2025 par le groupe de travail thématique de la Chambre des conseillers chargé de l'évaluation des politiques publiques relatives à l'investissement et à l'emploi, consacrée au thème « *L'investissement, l'emploi et la transformation structurelle au Maroc* ».

Co-Présidence de l'effet 1 du Cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement Durable



Coprésidence, par la DEPF et le PNUD, de l'Effet 1 consacré à la transformation économique inclusive et durable, relevant du Cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement Durable (CCDD).

Détachement de M. Ilyes BOUMAHDI auprès de l'OCDE



Détachement de M. Ilyes BOUMAHDI, chef de la Division des Etudes Sectorielles, auprès de l'OCDE, de juin à fin novembre 2025, dans le cadre de la deuxième phase du Programme Pays Maroc-OCDE.

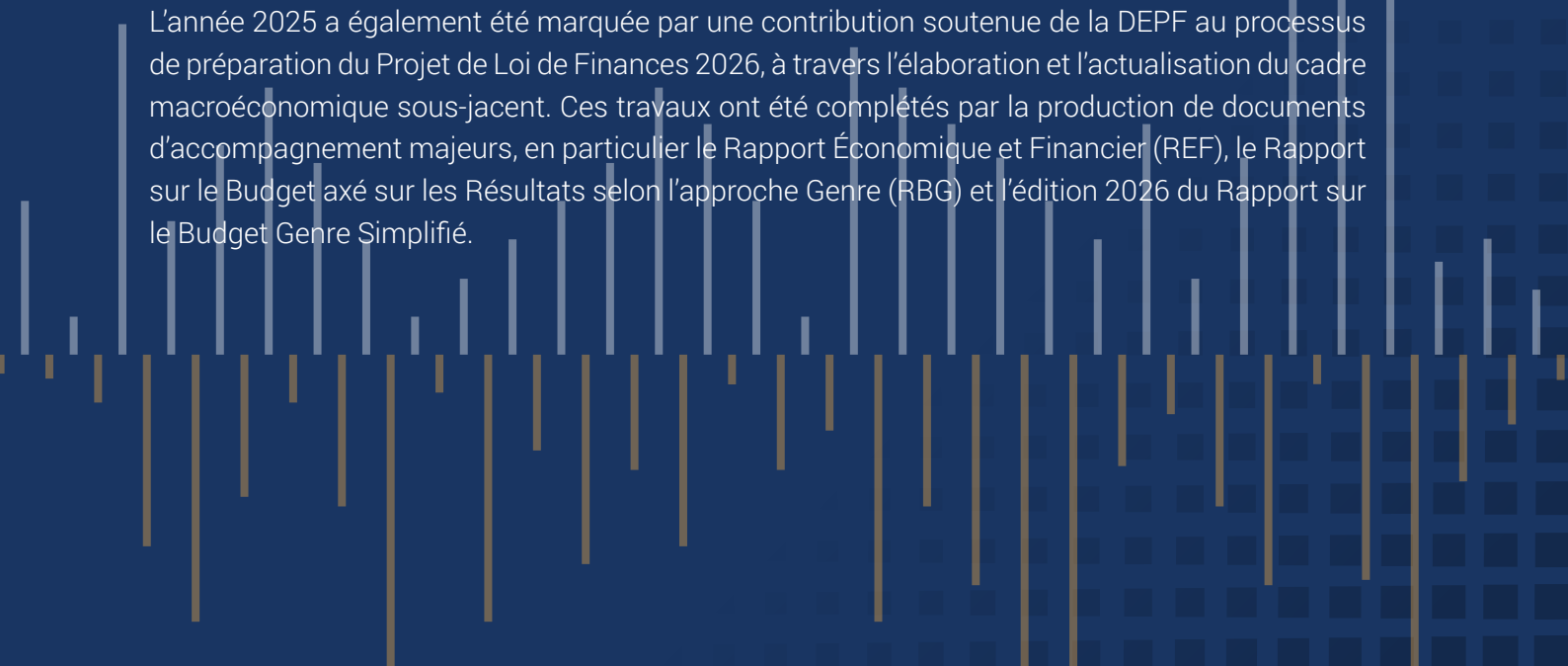


SUIVI DE LA CONJONCTURE, VEILLE ET PREVISIONS



Dans le cadre de ses missions, la DEPF assure un suivi permanent de l'environnement économique national et international, articulant veille conjoncturelle, analyse structurelle et exercices de prévision. Fondé sur l'exploitation d'un large éventail d'indicateurs économiques, financiers et sociaux, ce dispositif permet d'identifier les principales tendances à l'œuvre, de détecter les inflexions de la conjoncture et d'anticiper les risques susceptibles d'affecter les trajectoires économiques. Les analyses produites, notamment à travers les notes mensuelles de conjoncture, les tableaux de bord et les outils de veille, contribuent ainsi à renforcer la capacité d'anticipation et à éclairer la prise de décision.

L'année 2025 a également été marquée par une contribution soutenue de la DEPF au processus de préparation du Projet de Loi de Finances 2026, à travers l'élaboration et l'actualisation du cadre macroéconomique sous-jacent. Ces travaux ont été complétés par la production de documents d'accompagnement majeurs, en particulier le Rapport Économique et Financier (REF), le Rapport sur le Budget axé sur les Résultats selon l'approche Genre (RBG) et l'édition 2026 du Rapport sur le Budget Genre Simplifié.





SUIVI ET ANALYSE DE LA CONJONCTURE NATIONALE ET INTERNATIONALE

En 2025, la DEPF a poursuivi et renforcé son dispositif de veille et d'analyse conjoncturelles, destiné à assurer un suivi rapproché des évolutions de l'économie nationale et de son environnement international. Cette activité s'est notamment traduite par l'élaboration et la diffusion régulière de douze Notes de conjoncture mensuelles, couvrant l'ensemble de l'année, de la note n°335 de janvier à la note n°346 de décembre 2025. Ces publications constituent un instrument privilégié de suivi de la situation économique et financière et contribuent à éclairer la prise de décision à travers une lecture intégrée des principaux indicateurs conjoncturels.

Sur le plan international, les travaux de veille ont permis de suivre, tout au long de l'année, l'évolution de la croissance mondiale et de ses principaux pôles, dans un environnement marqué par des incertitudes persistantes et par des révisions successives des perspectives économiques. Une attention particulière a été accordée aux économies avancées, notamment les États-Unis, la zone euro et ses principales économies, ainsi qu'aux grands pays émergents.

L'analyse a également porté sur les principaux facteurs de risque affectant l'environnement extérieur du Maroc, en particulier les tensions géopolitiques et commerciales, l'évolution de l'inflation et des politiques monétaires, ainsi que les fluctuations des marchés des matières premières, du pétrole et des taux de change.

Conjoncture internationale en 2025

En 2025, l'économie mondiale a confirmé sa résilience, avec une croissance de 3,4%, soit un rythme comparable à celui observé en 2024, malgré la persistance des tensions commerciales, l'accentuation de la fragmentation géoéconomique et le niveau élevé d'incertitude entourant les politiques économiques. Cette performance a été soutenue notamment par l'anticipation des importations avant l'entrée en vigueur de nouvelles barrières tarifaires, l'assouplissement progressif des conditions financières ainsi que le maintien de politiques budgétaires accommodantes dans plusieurs grandes économies. Cette évolution recouvre, toutefois, des dynamiques différenciées entre les économies avancées, dont la croissance est demeurée modérée à 1,9%, et les économies émergentes et en développement, qui ont conservé un rythme d'expansion soutenu de 4,4%.

S'agissant des économies avancées, les États-Unis ont enregistré une croissance de 2,1%, portée notamment par le dynamisme des investissements dans les technologies de l'information et l'intelligence artificielle. La zone euro a affiché, pour sa part, une croissance de 1,4%, tandis que l'économie japonaise a progressé de 1,2%. Dans les économies émergentes et en développement, l'Asie a consolidé son rôle de principal moteur de la croissance mondiale, avec une progression de 5,5%, soutenue notamment par le dynamisme des exportations de produits technologiques. L'Afrique subsaharienne a, quant à elle, enregistré une croissance de 4,5%, tandis que les économies de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord ont affiché une progression de 3,2%.

Sur le front des prix, les tensions inflationnistes ont poursuivi leur atténuation à l'échelle mondiale. L'inflation s'est ainsi établie à 4,1% en 2025, sous l'effet notamment du repli des prix de l'énergie, avec une baisse de 14% du prix moyen du pétrole, de la normalisation progressive des chaînes d'approvisionnement mondiales et du maintien de politiques monétaires encore globalement restrictives dans plusieurs grandes économies.

Au niveau national, le dispositif de suivi conjoncturel a couvert de manière régulière les différentes composantes de l'activité économique. Les analyses portées sur les tendances sectorielles ont permis de mettre en évidence, au fil de l'année, une orientation globalement favorable de l'activité, soutenue notamment par l'amélioration de la campagne agricole, le dynamisme de plusieurs branches industrielles, la bonne tenue du BTP et la poursuite des performances des activités touristiques et de transport. Les analyses ont également intégré le suivi de la situation hydrique, compte tenu de son incidence sur l'activité agricole et les équilibres économiques.

Le suivi de la demande intérieure a constitué un autre axe central des travaux de la DEPF. L'analyse de la consommation des ménages a notamment intégré l'évolution de l'inflation, de l'emploi, des transferts des Marocains résidant à l'étranger et des crédits à la consommation, ainsi que l'incidence des mesures publiques de soutien au pouvoir d'achat.

Parallèlement, une attention particulière a été accordée à la dynamique de l'investissement, appréhendée à travers plusieurs indicateurs, dont

les dépenses d'équipement du Budget général de l'État, les importations de biens d'équipement, les crédits à l'équipement et les investissements directs étrangers. Le suivi réalisé au cours de 2025 a ainsi fait ressortir la contribution soutenue de la demande intérieure et de l'effort d'investissement à la dynamique de l'économie nationale.

Les Notes de conjoncture ont, par ailleurs, assuré un suivi régulier des échanges extérieurs, des finances publiques et des conditions de financement de l'économie. L'analyse des comptes extérieurs a porté sur l'évolution des exportations et des importations, du déficit commercial, des recettes voyages, des transferts des MRE, des investissements directs étrangers et des avoirs officiels de réserve.

Sur le plan budgétaire, le suivi a concerné l'évolution des recettes et des dépenses publiques ainsi que du solde budgétaire. Enfin, l'analyse monétaire et financière a couvert la dynamique des crédits bancaires, les conditions de financement, les taux d'intérêt et l'évolution du marché boursier, permettant d'apprécier de manière plus globale les conditions de financement de l'activité économique.

Conjoncture nationale en 2025

Malgré un contexte international marqué par la persistance des tensions géopolitiques et commerciales, conjuguée aux profondes mutations géoéconomiques en cours, l'économie marocaine a maintenu une dynamique favorable en 2025. Cette résilience témoigne de la capacité du Royaume à s'adapter aux chocs externes et à préserver un rythme de croissance soutenu, porté par la diversification progressive de ses moteurs de croissance et le dynamisme de ses secteurs productifs. Ainsi, l'économie nationale a enregistré une croissance de 4,9% en 2025, après 4,4% en 2024, soit une accélération de 0,5 point de pourcentage.

La consommation des ménages a maintenu sa vigueur, soutenue par les mesures mises en œuvre par les pouvoirs publics en faveur du pouvoir d'achat, dans un contexte de maîtrise de l'inflation, dont le niveau n'a pas dépassé 0,8% en 2025. Elle a également bénéficié de la progression des transferts des Marocains résidant à l'étranger (+2,6%), de l'accroissement des crédits à la consommation (+5%) ainsi que de la bonne tenue du marché du travail.

L'investissement s'est, pour sa part, consolidé, soutenu par la poursuite des grands chantiers structurants et par l'évolution favorable de plusieurs indicateurs. Les recettes des investissements directs étrangers ont ainsi progressé de 28% en 2025, tandis que les importations de biens d'équipement ont augmenté de 13,3% et les crédits à l'équipement de 25,4%. Dans le même temps, les dépenses d'équipement du Budget général de l'État se sont accrues de 6,7% à fin 2025.

S'agissant des échanges extérieurs, l'année 2025 a été marquée par une hausse des exportations de 2,8%, attribuable principalement à la progression des ventes de phosphates et dérivés (+14,6%), de produits aéronautiques (+10%) et des autres extractions minières (+1,3%). Les importations se sont, quant à elles, accrues de 8% à fin 2025, sous l'effet de la hausse de la plupart des groupes de produits, à l'exception des produits énergétiques, dont les achats à l'étranger se sont repliés de 5,5%. Ces évolutions se sont traduites par un creusement du déficit commercial de 15,8% et par un recul du taux de couverture de 2,9 points, pour s'établir à 57% à fin 2025.

Sur le plan des finances publiques, l'année 2025 a confirmé la poursuite de la trajectoire de réduction du déficit budgétaire, qui s'est établi à 3,5% du PIB, soit une amélioration de 0,3 point de pourcentage par rapport à 2024. Cette évolution résulte principalement du raffermissement des recettes ordinaires (+14,2%), dont la progression a été supérieure à celle des dépenses globales (+12%).

À travers ce dispositif de veille mensuelle, la DEPF a assuré en 2025 une lecture continue, réactive et transversale de la conjoncture, en mettant en perspective les évolutions nationales avec les transformations de l'environnement international.

Au-delà du suivi statistique, ces travaux ont permis d'identifier les facteurs de soutien à l'activité, de détecter les principaux points de vigilance et

d'apprécier les risques susceptibles d'infléchir les trajectoires économiques.

Ils ont également alimenté les autres travaux de la Direction, notamment ceux relatifs aux prévisions macroéconomiques, à la préparation du Projet de Loi de Finances et à l'élaboration des analyses destinées à éclairer la décision économique.



Développement d'une « Heatmap » de suivi de la conjoncture macroéconomique

Dans le cadre du renforcement de son dispositif de veille macroéconomique, la DEPF a développé une Heatmap dédiée au suivi des principaux indicateurs macroéconomiques nationaux. Cet outil synthétique, actualisé et opérationnel vise à offrir une lecture d'ensemble des évolutions conjoncturelles et à renforcer les capacités de détection précoce des déséquilibres susceptibles d'affecter l'activité économique à court terme.

Développée sous forme d'une application interactive¹, la Heatmap repose sur une carte thermique retraçant l'évolution d'un ensemble d'indicateurs mensuels et trimestriels, complétée par un mécanisme automatisé de détection des signaux d'alerte. Elle intègre également des graphiques interactifs, structurés par thématique, permettant d'appréhender de manière dynamique les différentes dimensions de l'économie nationale.

L'outil permet de calculer automatiquement les variations des indicateurs suivis et de leur associer un code couleur facilitant l'identification rapide des évolutions favorables ou préoccupantes. Il permet, en outre, de repérer les valeurs atypiques à partir de seuils normalisés fondés notamment sur les quartiles, ainsi que sur des règles spécifiques adaptées à certains indicateurs, tels que l'output gap et l'inflation. L'application offre également la possibilité d'exporter les données au format Excel.

À travers cet outil, la DEPF renforce ainsi ses capacités de veille, d'analyse et d'alerte macroéconomiques, en facilitant l'identification des signaux de retournement ou de tension et en améliorant la réactivité face aux évolutions conjoncturelles. Les informations produites constituent, à ce titre, un appui à l'analyse de la dynamique économique nationale et à l'éclairage de la prise de décision.

Aperçu de l'application « Heatmap » dédiée au suivi de la situation macroéconomique nationale

	déc-2024	jan-2025	fév-2025	mar-2025	avr-2025	mai-2025	juin-2025	juil-2025	août-2025	sept-2025	oct-2025	nov-2025	déc-2025
Macroeconomie													
PIB	4.17			4.78				5.08			5.97		6.14
Output GAP	1.31			0.58				0.52			1.38		1.84
Emploi	2.44			2.73				-0.08			1.57		
Solde des biens & services	-8.81			-8.73				-10.38			-8.97		-8.78
Transferts MRE	3.27	-0.55	-1.30	-4.88	-2.34	-1.71	-2.49	-0.53	-0.49	0.92	1.50	1.57	2.55
Compte courant	-2.17			-0.50			-4.54			-1.93			-3.02
AOR	4.48	3.27	2.32	2.48	8.93	8.43	11.12	10.95	13.08	14.07	19.55	17.41	18.05
Consommation													
Automobiles importées	20.43	6.90	69.91	6.95	41.89	45.08	38.97	69.95	40.97	34.58			
Prix													
Inflation	0.58 ^a	2.04	2.85	1.81	0.67 ^a	0.42 ^a	0.42 ^a	0.51 ^a	0.25 ^a	0.42 ^a	0.05 ^a	-0.34 ^a	-0.28 ^a
Inflation alimentaire	0.70	3.29	4.85 ^a	2.25	0.89	0.54	0.85	0.93	0.23	0.48	-0.31	-1.23	-1.31
IPC sous-jacent	2.30	2.30	2.20	1.40	1.00	1.00	1.00	0.90	0.90	0.20	-0.50	-1.00	-1.10
PMU	-6.17			-3.53				-6.87			-6.78		-4.59
IKX	-8.12			-0.17				-0.85			0.43		1.39
Termes de l'échange	0.05			3.38			4.82			6.20			9.98
Bienf	689.12	689.52	697.40	671.81	637.71	489.95	467.24	500.28	499.98	470.85	467.84	493.21	484.86
NEER	0.56	0.87	-0.17	0.51	0.24	0.51	-0.16	0.48	0.08	-0.47	-0.97	-0.42	-0.88
REER	0.27	1.47	-0.38	-0.18	-0.12	0.34	0.24	0.18	0.04	-0.83	-1.88 ^a	-0.89	-1.14
Sectoriel													
Arrivées de touristes	20.85	27.47	21.82	18.80	11.83	30.76	107.74	6.94	7.81	9.29	9.93	11.81	15.22
Précipitations	9.47	0.81	0.89	1.31	1.30	0.84	0.93	0.77	1.18	0.92	0.38	0.77	1.84
Importations de céréales	-10.97	-21.41	8.54	-33.54	42.48	3.49	5.35	-42.75	-4.43	37.58	22.20	14.77	
Ventes de ciment	15.19	13.75	11.45	-12.83 ^a	31.98	9.99	12.08	17.87	6.54	12.48	16.40	4.90	-14.99 ^a
Exportations d'automobiles	-2.18	-41.38 ^a	-15.97	-23.84	-12.97	5.37	-8.12	3.95	-44.08 ^a	-8.81			
Exportations de phosphate	16.83	-17.44	45.05	39.13	8.22	82.00	13.93	-4.85	-8.48	9.84			
Finances publiques													
Taux d'intérêt BOT 52 semaines	-0.11	-0.04	0.12	-0.08	-0.31	-0.18	-0.33	0.30 ^a	-0.03	-0.03	0.20 ^a	0.02	
Ratio service de la dette/Recettes h. priv.	0.89	-1.81	11.96 ^a	2.59	-3.34	-1.13	-6.80	9.03 ^a	-0.31	4.07	-0.75	-1.27	0.78
Recettes	15.47	19.28	-6.73	40.04	1.88	15.71	21.21	-1.97	4.58	9.91	34.69	-3.18	19.20
Dépenses	8.15	35.80	27.09	47.02	7.93	2.59	2.22	23.75	20.07	3.59	14.30	24.21	-18.53
IS	17.38	2.40	69.43	35.07	38.94	46.87	28.85	15.06	15.70	29.42	-6.39	-1.64	34.87
R	72.52	78.22	30.87	10.50	4.44	7.11	-4.40	7.81	2.38	2.88	5.41	1.78	-33.98 ^a
TVA	89.19	13.37	-18.95 ^a	16.09	12.05	1.97	25.75	11.85	10.85	4.45	24.44	10.01	6.55
Banquaire													
Masses monétaires (M2)	8.00	9.91	8.99	7.97	7.98	7.75	8.02	7.82	8.31	7.80	7.35	8.39	9.32
Circulation fiduciaire	5.21	7.22	7.76	9.24	8.41	8.98	7.00	8.50	9.20	9.91	11.99	13.09	18.45 ^a
Crédit bancaire	4.41	4.90	3.97	5.12	5.40	4.42	5.72	4.95	6.99	4.49	6.99	8.19	8.08
Crédit habital	1.73	1.88	2.08	2.18	2.81	2.81	2.52	2.90	3.00	3.28	3.27	3.17	3.35
Taux d'intérêt débiteurs	-0.13			-0.10			-0.14			0.01			-0.03
Taux d'intérêt immobil.	-0.22			0.18			-0.05			-0.08			0.14

¹ Cet outil est une application développée avec le package shiny de R.



Veille stratégique sur les évolutions conjoncturelles et les mutations structurelles de l'économie marocaine

La veille informationnelle constitue un pilier stratégique qui permet de nourrir les réflexions et les analyses élaborées au sein de la DEPF. Elle consiste, en effet, à capter, analyser et synthétiser les informations issues des différents producteurs d'information, puis à les valoriser sous forme d'insights, de tableaux de bord et de bulletins informationnels qui alimentent en continu le circuit de la décision².

Dans ce cadre, la DEPF a poursuivi la production régulière de tableaux de bord conjoncturels et d'analyse structurelle. Ces outils d'éclairage visent à fournir une lecture synthétique et actualisée de l'évolution de l'économie nationale, en mettant en évidence les principaux indicateurs de performance, les transformations structurelles ainsi que les dynamiques conjoncturelles. Les tableaux de bord réalisés, en 2025, se déclinent comme suit :

- **Le tableau de bord mensuel** : permet d'établir, sur une base régulière, un état des lieux détaillé de l'évolution des principaux indicateurs de conjoncture. Il offre une vision synthétique et actualisée des tendances récentes, tant au niveau de l'environnement national qu'international. Il met également en lumière les dynamiques sectorielles, l'évolution des finances publiques ainsi que la situation du marché du travail.
- **Le tableau de bord trimestriel des indicateurs monétaires et financiers** : présente l'évolution récente des principaux baromètres du marché des capitaux. Il dresse, notamment, les tendances du secteur monétaire, l'évolution des bons du Trésor ainsi que la dynamique de la dette privée.
- **Le tableau de bord des finances publiques** : analyse, d'une manière synthétique, l'évolution des finances publiques de l'État et des collectivités territoriales. L'analyse permet de mieux appréhender la dynamique des équilibres budgétaires tout en mettant en lumière les réformes engagées et les perspectives d'avenir.
- **Le tableau de bord macroéconomique** : retrace les principales performances de l'économie marocaine enregistrée au cours de ces dernières décennies. Il offre une lecture de long terme des transformations structurelles, qu'il s'agisse de la diversification du tissu productif, de l'émergence de secteurs porteurs, de l'amélioration des infrastructures ou encore du renforcement de la stabilité macroéconomique.
- **Le tableau de bord social** : met en lumière les efforts déployés par les pouvoirs publics pour améliorer le niveau de vie des citoyens, à travers une série d'indicateurs portant sur la démographie, l'éducation, la formation, l'emploi, la santé, le niveau de vie et les équipements de base.

² L'ensemble de ces tableaux de bord sont générés à partir de la banque de données MANAR-STAT, accessible via le lien : <https://manar.finances.gov.ma/> garantissant ainsi une diffusion large et une accessibilité optimale de l'information économique et financière.

- **Le tableau de bord des principaux indicateurs économiques, financiers et sociaux** : met en exergue les évolutions clés relatives aux déterminants de la croissance, aux échanges extérieurs, aux performances sectorielles, aux finances publiques et aux conditions sociales.
- **Estimation du PIB provincial et régional** : l'estimation annuelle du PIB provincial et régional³ constitue une production récurrente de la DEPF. Elle met à la disposition des structures de la Direction et, plus largement, du Ministère, une série actualisée ventilée par province, région et branche d'activité, permettant d'apprécier les contributions territoriales et sectorielles à la croissance économique. Ces estimations permettent d'identifier les territoires les plus performants et leurs principaux moteurs sectoriels, de caractériser leurs spécialisations productives et d'analyser, à une échelle territoriale fine, les liens entre création de richesse et pauvreté.

Dashboard du marché du travail

L'une des principales réalisations de l'unité chargée de la collecte des données relatives à l'emploi est le développement, par la DEPF, d'un tableau de bord interactif du marché du travail. Alimenté progressivement par les données des institutions partenaires, il rassemble dans un même outil les principaux indicateurs du marché de travail et permet de les analyser selon plusieurs dimensions : genre, âge, milieu de résidence, branche d'activité et région. Ce Dashboard a, également, été enrichi par l'intégration d'une lecture trimestrielle des principaux indicateurs, en complément du suivi annuel.

Il convient de mentionner que le Dashboard développé ne se limite pas à la restitution des données. Il propose, en outre, une lecture structurée des tendances, met en évidence les évolutions les plus significatives et aide à mieux comprendre les facteurs économiques et sociaux qui les sous-tendent. Il constitue, ainsi, un outil important d'aide à la décision, permettant aux responsables de disposer d'une information consolidée, actualisée et directement exploitable pour le suivi de la politique gouvernementale de l'emploi.

La Direction élabore également d'une manière régulière des **bulletins de veille et des insights documentaires**, consacrés aux travaux académiques, aux publications et rapports institutionnels ainsi qu'aux études sectorielles. Ces livrables permettent d'alimenter la réflexion collective, de stimuler l'innovation méthodologique et d'enrichir les débats internes au sein de la Direction. Ils participent également à l'éclairage de la décision, en mettant à la disposition des décideurs des éléments actualisés et contextualisés sur les dynamiques économiques à l'œuvre.

³ La démarche adoptée pour y parvenir repose sur la méthode dite d'« étalonnage-calage », mise en œuvre au moyen de modèles économétriques adaptés aux spécificités de chaque secteur.



FINANCES

PRÉVISIONS ET LOI DE FINANCES



Prévisions macroéconomiques sous-jacentes au PLF 2026

Dans le cadre de l'élaboration du cadrage macroéconomique sous-jacent au Projet de Loi de Finances, la DEPF a assuré, tout au long de l'année 2025, une actualisation régulière des prévisions macroéconomiques, en intégrant les données conjoncturelles nationales et internationales ainsi que les informations macroéconomiques les plus récentes. Ce processus continu de révision a permis d'ajuster les hypothèses retenues, d'affiner l'appréciation des perspectives économiques et de consolider le scénario macroéconomique servant de référence à la préparation du PLF 2026.

Par ailleurs, conformément aux dispositions de la Loi organique relative à la loi de finances de 2015, notamment celles relatives à la

programmation budgétaire triennale, les prévisions macroéconomiques s'inscrivent désormais dans un horizon pluriannuel de trois ans. Elles reposent sur un ensemble d'hypothèses portant sur l'évolution des principaux agrégats macroéconomiques et des variables exogènes, arrêtées dans le cadre d'un processus de concertation et de coordination avec les différentes directions du Ministère. Cette démarche contribue à renforcer la cohérence entre les trajectoires macroéconomiques et budgétaires et à améliorer la visibilité sur les perspectives économiques à moyen terme.



Rapport Economique et Financier accompagnant le projet de Loi de Finances 2026

En 2025, la DEPF a assuré l'élaboration du Rapport Economique et Financier (REF) accompagnant le Projet de Loi de Finances 2026, document de référence destiné à éclairer le cadrage économique et budgétaire du PLF. Sa préparation a mobilisé les travaux d'analyse de la Direction portant sur l'environnement international, la conjoncture nationale, les transformations structurelles de l'économie ainsi que l'évolution des finances publiques.



L'édition 2026 du REF s'articule autour de trois axes majeurs. Le premier analyse l'évolution de l'économie mondiale et ses perspectives dans un contexte marqué par la persistance des incertitudes géopolitiques et commerciales. Le deuxième met en perspective les performances de l'économie nationale, les facteurs de sa résilience et les principaux moteurs de sa dynamique de croissance. Le troisième est consacré à l'évolution des finances publiques, à la trajectoire budgétaire et à leur articulation avec les priorités économiques et sociales du Royaume.

Le Rapport met ainsi en perspective une économie nationale qui, malgré les aléas climatiques et les incertitudes internationales, poursuit sa dynamique de transformation et confirme sa capacité de résilience. Cette évolution est soutenue par les réformes engagées, la consolidation de plusieurs secteurs stratégiques, la diversification progressive du tissu productif ainsi que par un effort d'investissement public soutenu. Celui-ci accompagne la modernisation des infrastructures et l'accélération des transitions énergétique et numérique, notamment dans la perspective des grandes échéances internationales à venir, au premier rang desquelles figure l'organisation de la Coupe du Monde 2030.

À travers ce travail, la DEPF contribue à fournir une lecture intégrée des enjeux macroéconomiques et budgétaires, en mettant en évidence les principaux facteurs de résilience, les défis à relever et les leviers susceptibles de soutenir la transformation structurelle et la croissance de l'économie nationale.



Rapport axé sur les résultats tenant compte de l'aspect genre (RBG) accompagnant le projet de Loi de Finances 2026

L'élaboration de l'édition 2026 du RBG intervient dans un contexte marqué par l'amorce d'une transition démographique et générationnelle, mise en évidence par les résultats du Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 2024 (RGPH 2024). Ces évolutions se traduisent notamment par une baisse sensible de la fécondité, une diminution de la taille moyenne des ménages et une accélération du vieillissement de la population. Elles contribuent à redéfinir les formes de solidarité familiale et intergénérationnelle et font émerger de nouveaux enjeux pour les femmes, en particulier en matière de charge de soins, d'autonomisation économique et d'accès équitable aux opportunités.

Dans ce contexte, le développement de l'économie des soins à autrui constitue un levier important de



croissance inclusive et de création d'emplois, notamment féminins. Plusieurs institutions internationales soulignent, à ce titre, le potentiel

de ce secteur en matière d'emplois décents et de soutien à la participation économique des femmes. A l'échelle nationale, la mise en œuvre

du Programme National de Généralisation et de Développement du Préscolaire (PNGDP) ainsi que les mesures visant à renforcer l'offre en crèches et en établissements préscolaires prévues dans le cadre de la nouvelle Feuille de Route pour l'Emploi, s'inscrivent dans cette dynamique et contribueraient significativement à renforcer l'accès des femmes aux opportunités économiques. Ces initiatives, en favorisant l'insertion économique des femmes et leur autonomisation, rejoignent les efforts plus larges engagés au niveau national dans le cadre de la Budgétisation Sensible au Genre (BSG).

A la lumière de ces constats, l'édition 2026 du RBG est structurée autour de deux axes principaux. Le premier est consacré à l'analyse

des implications potentielles du développement de l'économie des soins à autrui sur l'emploi des femmes et sur la dynamique de croissance nationale, avec un focus sur la généralisation du préscolaire et sur le développement de la « Silver économie ». Le second axe met en exergue les efforts déployés par les départements ministériels et certaines institutions publiques pour enrichir et renforcer la pertinence de leurs chaînes de résultats sensibles au genre, illustrant ainsi une mobilisation collective en faveur d'une action publique plus inclusive et équitable, en parfaite cohérence avec les Hautes Orientations de Sa Majesté le Roi et avec l'ambition nationale d'asseoir les fondements d'un État social.



Edition 2026 du Rapport Budget Genre simplifié



Afin d'assurer une diffusion plus large des enseignements issus du RBG 2026 auprès du grand public, une version simplifiée dudit rapport a été élaboré. En effet, le Rapport Budget Genre simplifié (RBG simplifié) a pour objectif d'informer de manière claire, accessible et synthétique, les citoyennes et les citoyens des efforts déployés au service de la prise en compte des enjeux liés à la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes dans les exercices de programmation et de budgétisation des départements ministériels et certaines institutions publiques et ce, en s'appuyant sur les données et les analyses mises en exergue dans le RBG.

Fidèle à sa vocation de vulgarisation et de synthèse, la troisième édition du RBG simplifié aborde, dans sa première partie, les principes cadrant l'application de la BSG au Maroc, notamment l'élaboration du RBG. Dans sa deuxième partie, elle met en évidence les principaux enseignements, constats et conclusions contenus dans l'édition 2026 du RBG.

02.

ECO I : GEOECONOMIE

Dans un environnement international marqué par reconfiguration des chaînes de valeur mondiales, le regain des tensions protectionnistes et l'accélération des mutations technologiques, les travaux inscrits dans le cadre de l'ECO thématique dédié à la géoéconomie analysent les principaux facteurs susceptibles d'influer sur les équilibres externes et la compétitivité de l'économie marocaine. Ils examinent, entre autres, les effets des nouvelles configurations commerciales, les enjeux liés au régime de change, les transformations du commerce agroalimentaire ainsi que les dynamiques de spécialisation technologique et d'innovation.

Au-delà du diagnostic, ces analyses mettent en évidence les principaux risques, les opportunités à saisir et les leviers à mobiliser pour renforcer la résilience et le positionnement du Maroc dans l'économie mondiale.



Accord de libre-échange UE-Mercosur : quelles implications pour le Maroc ?

- Khaoula BOUAAFIA
- Anass SAIDI

Dans un contexte de recomposition accélérée des relations commerciales mondiales, l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et les pays du Mercosur (Brésil, Argentine, Uruguay et Paraguay) est susceptible de modifier les équilibres concurrentiels sur le marché européen et d'affecter certains de ses partenaires commerciaux privilégiés, dont le Maroc. Cette étude analyse les implications potentielles de cet accord pour l'économie nationale à travers l'examen des flux commerciaux et des modifications tarifaires attendues.

Pour y parvenir, l'étude s'est appuyée sur l'analyse combinée des indicateurs de spécialisation commerciale, notamment, l'avantage comparatif révélé et des parts de marché du Maroc au sein de l'UE, afin d'évaluer le positionnement concurrentiel de notre pays par rapport aux pays du Mercosur.

Les données d'exportation du Maroc vers l'UE ont été, à cet égard, croisées avec les exportations mondiales des pays concurrents, en vue d'estimer leur potentiel d'expansion sur le marché européen en cas de suppression des barrières tarifaires. Les droits de douane actuels appliqués par l'UE aux produits provenant du Mercosur ont, également, été pris en considération pour évaluer les impacts potentiels de l'accord sur la compétitivité des exportations marocaines.

Les résultats de l'analyse mettent en évidence la nécessité d'accompagner les filières les plus exposées à la concurrence potentielle des pays du Mercosur, tout en consolidant les secteurs dans lesquels le Maroc dispose déjà d'un positionnement favorable. Une telle démarche contribuerait à renforcer leur résilience, leur compétitivité et leur capacité d'adaptation aux nouvelles configurations du commerce international.



Nouveaux tarifs douaniers américains : quelles répercussions sur l'économie nationale ?

- Mouna TOURKMANI
- Said AIT FARAJI

Dans un contexte marqué par l'instauration, par l'administration américaine, de nouvelles mesures tarifaires à caractère protectionniste, ravivant les tensions géoéconomiques et accentuant l'incertitude entourant les échanges internationaux, cette étude a pour objectifs d'analyser les répercussions potentielles de ces mesures sur l'économie mondiale et d'évaluer leurs effets directs et indirects sur l'économie nationale. L'analyse mobilise, à cet effet, les principaux outils d'analyse macroéconomique et sectorielle développés par la DEPF.

⁴ MIRAGRODEP est un modèle qui se base sur des données économiques détaillées provenant de sources diverses (GTAP, Haut-Commissariat au Plan, Office des changes, CEPIL, CNUCED) et couvre au niveau régional environ 22 pays/régions et plus de 60 secteurs d'activités.

L'impact direct de l'application, par les États-Unis, d'un tarif douanier de 10% sur les exportations marocaines a été évalué à l'aide du modèle d'équilibre général multisectoriel, multirégional et dynamique « MIRAGRODEP »⁴. L'analyse des effets indirects liés à un éventuel ralentissement de l'activité économique dans l'Union européenne s'est, pour sa part, appuyée sur le Modèle Intégré Macro-économétrique de Projection et d'Analyse des Simulations (MIMPAS).

Les simulations font ressortir un effet direct limité de la nouvelle politique tarifaire américaine sur le Maroc, compte tenu du poids relativement faible des exportations à destination des États-Unis dans le total des exportations qui ne dépasse pas les niveaux de 3% à 4%. Les secteurs concernés portent notamment sur certains produits agricoles, les huiles végétales, le textile, la chimie non pétrolière, les métaux, les activités minières, l'automobile et d'autres industries. En tenant compte des effets de déviation des échanges, l'incidence sur les exportations globales demeurerait marginale.



Régime de change flexible : quelles leçons tirer des expériences étrangères ?

Leila ZNIBER

Les mutations de l'environnement international renouvellent les enjeux liés au choix du régime de change, dont les implications sont déterminantes pour la compétitivité externe, la stabilité des prix et la résilience du système financier. Partant de ce contexte, cette étude a pour objectifs d'apprécier les déterminants et les facteurs clés de succès d'une transition vers un régime de change plus flexible, de mettre en perspective les trajectoires suivies par plusieurs économies, et d'en dégager les enseignements concrets susceptibles d'éclairer les choix du Maroc en la matière.

La démarche retenue repose sur trois axes complémentaires : l'identification, à partir des travaux du FMI, des prérequis fondamentaux pour la transition vers un régime de change flexible; l'analyse comparée des expériences des pays en développement ayant opté pour des transitions graduelles ou brusques ; et la mise des facteurs de réussite, des risques et des points de vigilance propres au contexte marocain.

L'analyse des expériences internationales montre que les transitions réussies ont généralement été conduites de manière graduelle, à l'instar de la Pologne et du Chili. Elles se sont appuyées sur une politique monétaire crédible, souvent fondée sur le ciblage de l'inflation, sur des mécanismes renforcés de gestion des risques et sur une communication proactive visant à ancrer les anticipations. À l'inverse, les transitions brusques et insuffisamment préparées, souvent engagées en période de crise, se sont traduites par une forte volatilité du taux de change, des poussées inflationnistes et des déséquilibres macroéconomiques persistants.

Le Maroc s'est engagé dans un processus graduel d'assouplissement de son

régime de change, à travers l'élargissement progressif des bandes de fluctuation du dirham. Au regard des enseignements tirés des expériences étrangères, la poursuite de cette transition appelle toutefois une vigilance particulière et suppose d'agir prioritairement sur plusieurs leviers : approfondir le marché des changes et développer les instruments de couverture ; maîtriser l'exposition de la dette aux fluctuations du taux de change ; et maintenir un niveau adéquat de réserves de change afin de renforcer la capacité d'absorption des épisodes de volatilité.



Spécialisation technologique des exportations marocaines : une approche par les avantages comparatifs révélés

Hasna MRANI ALAOUI

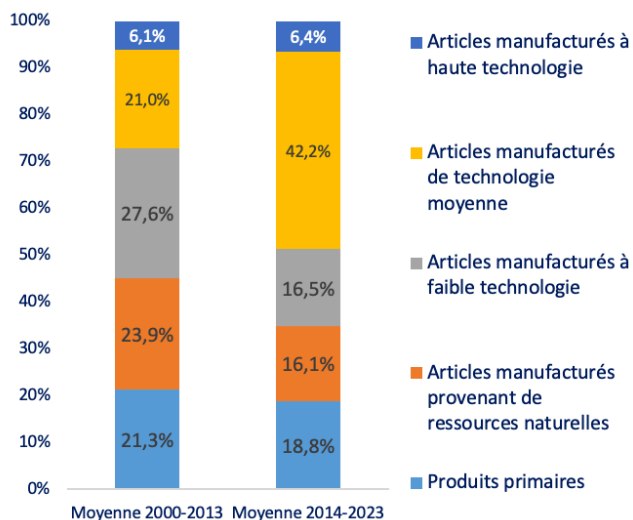
La soutenabilité de la position extérieure dépend, également, de la capacité de l'économie à diversifier son offre exportable et à monter en gamme. Dans cette perspective, la spécialisation technologique constitue un enjeu structurel pour renforcer durablement l'insertion du Maroc dans les chaînes de valeur mondiales. Cette étude vise à identifier les spécialisations technologiques des exportations marocaines à partir de l'indice symétrique de l'avantage comparatif révélé, calculé pour les différentes catégories technologiques (faible, moyenne et haute technologie) et à comparer le profil de spécialisation du Maroc avec celui d'un échantillon de pays émergents et concurrents.

L'analyse croisée de l'avantage comparatif révélé et de la complexité technologique des produits exportés permet d'apprécier le positionnement du Maroc dans le commerce international et son degré d'insertion dans les chaînes de valeur mondiales. Elle met également en évidence les enjeux associés à la transformation structurelle de l'économie et à la montée en gamme du tissu productif national.

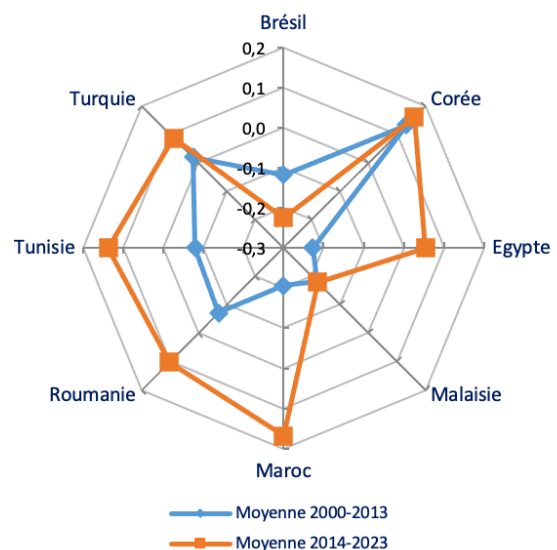
Les résultats font ressortir une spécialisation marquée dans certaines filières traditionnelles basées sur les ressources naturelles. Le Maroc affiche, en effet, un avantage comparatif significatif dans les filières de l'agriculture, de l'agroalimentaire et des phosphates. Des signes encourageants de montée en gamme technologique ont été révélés : les technologies moyennes se renforcent progressivement, notamment dans les industries chimique, mécanique et électrique, tandis que des secteurs à haute technologie, tels que l'aéronautique et l'électronique, commencent à émerger.

La consolidation de ces avantages et l'accélération de la montée en gamme vers des activités à plus forte intensité technologique nécessitent la mobilisation de leviers structurels complémentaires. Le Maroc dispose d'atouts pour diversifier son profil technologique, mais leur pleine valorisation suppose le renforcement des capacités d'innovation, le développement des compétences et une intégration accrue dans les chaînes de valeur mondiales à forte intensité technologique. À ces conditions, le Royaume pourrait accélérer la montée en gamme de ses exportations et renforcer durablement la compétitivité et la sophistication de son offre exportable.

Contenu technologique des exportations marocaines



Avantages comparatifs des articles manufacturés de technologie moyenne



Source : Elaboration à partir des données de l'OC et de la CNUCED



La facture alimentaire au Maroc : quel impact sur nos échanges extérieurs ?

Hidaya EL KHATTABI

Les importations de produits alimentaires occupent une place structurellement importante dans les échanges extérieurs du Maroc et exercent une pression notable sur les équilibres extérieurs du pays. Dans ce contexte, cette analyse examine les incidences de la dépendance alimentaire extérieure sur les principaux équilibres macroéconomiques de notre pays et apprécie la capacité des politiques publiques à renforcer durablement la sécurité alimentaire face à la récurrence des chocs internationaux et climatiques.

L'étude repose sur une analyse quantitative et structurelle des importations alimentaires au titre de la période 2014-2024. Elle retrace leur évolution par produit et par pays d'origine, et décompose leurs variations selon les effets prix et volume, afin de mieux cerner l'incidence des chocs internationaux, climatiques et géopolitiques. L'analyse évalue également la contribution de la facture alimentaire au déficit commercial et à la mobilisation des réserves en devises, tout en examinant les stratégies engagées par le Maroc en matière de sécurité alimentaire et d'adaptation de l'agriculture au changement climatique.

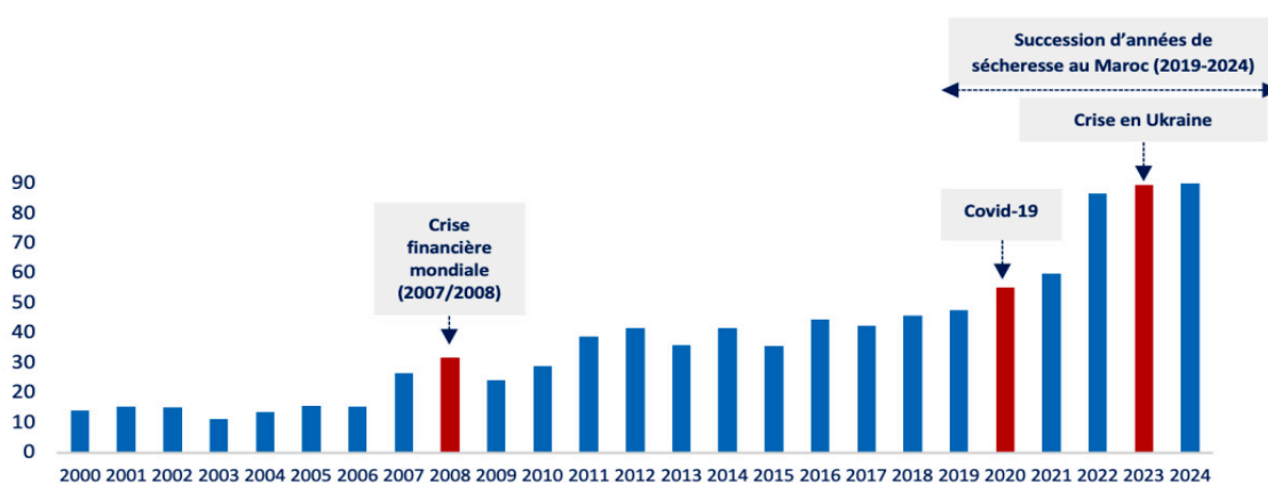
Le diagnostic établi fait ressortir quelques constats principaux:

- Des importations largement dominées par le blé, bien que cette prépondérance tende à s'atténuer ;
- Une dépendance structurelle persistante à l'égard des marchés extérieurs;
- Une diversification des sources d'approvisionnement ;

- Une forte volatilité des prix mondiaux des produits alimentaires, accentuée par la succession des crises ;
- Une facture absorbant près du quart des réserves en devises.

Au regard de ce diagnostic, plusieurs priorités se dégagent : améliorer la productivité et la durabilité du secteur agricole, renforcer sa résilience face au changement climatique, optimiser la gestion des ressources en eau, développer des mécanismes d'anticipation des risques et réduire les pertes et le gaspillage alimentaires. La mobilisation conjointe de ces leviers apparaît déterminante pour conforter, dans la durée, la sécurité alimentaire du Royaume.

Évolution des importations des produits alimentaires



Source : OC ; Elaboration : DEPF



Commerce alimentaire par niveau de transformation : situation et défis

Mouna TOURKMANI

En complément de l'analyse de la facture alimentaire et de ses incidences sur les équilibres extérieurs du pays, l'examen des échanges alimentaires selon leur niveau de transformation permet d'apprécier leur contenu en valeur ajoutée et de mieux cerner leurs spécialisations et leurs vulnérabilités. Dans cette optique, ce travail analyse les tendances mondiales des échanges de produits alimentaires selon leur degré de transformation, en s'appuyant sur une nouvelle base de données développée par la CNUCED en partenariat avec l'OMS. Fondée sur une classification reliant chaque catégorie d'aliments à son niveau de transformation, cette base offre une lecture plus approfondie de la structure et des dynamiques du commerce alimentaire.

L'étude examine également la structure des échanges alimentaires du Maroc selon cette classification, en calculant un indicateur de dépendance à l'égard des aliments transformés et en établissant des profils détaillés des exportations et des importations. Cette démarche permet de mettre en

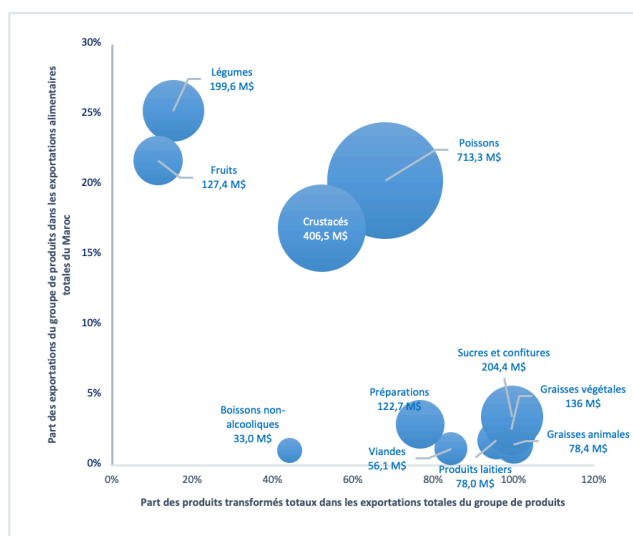
évidence les spécialisations commerciales, les déséquilibres structurels et les principales tendances du commerce alimentaire marocain.

Les résultats révèlent une spécialisation des exportations marocaines dans les produits crus qui représentent 45% des exportations alimentaires (fruits, légumes et produits de la mer), ainsi que dans certains produits composites (25%). Les importations sont, en revanche, de plus en plus dominées par des produits transformés à forte valeur ajoutée, notamment le sucre et les confitures, les préparations alimentaires et les produits laitiers. Cette configuration met en évidence un enjeu de valorisation accrue des productions agricoles et halieutiques nationales.

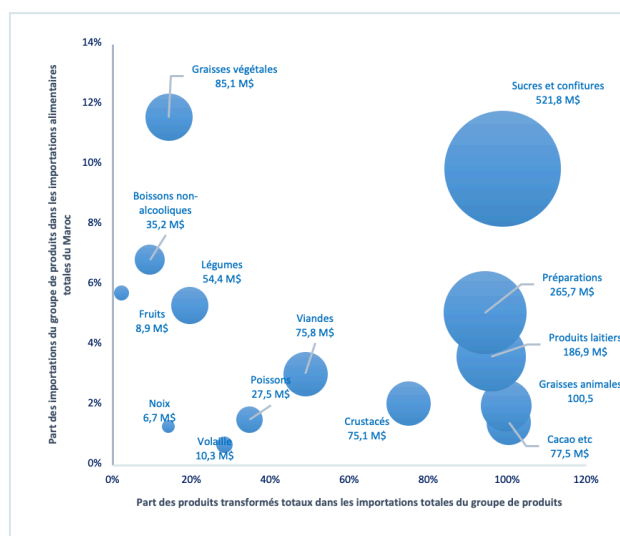
Le Maroc pourrait ainsi accroître la part des produits transformés à forte valeur ajoutée dans ses exportations en renforçant l'industrie agroalimentaire, notamment la transformation des fruits et légumes et la valorisation des produits de la mer. Plusieurs orientations opérationnelles pourraient soutenir cette montée en gamme à savoir :

- Encourager l'investissement dans les infrastructures et les technologies de transformation alimentaire et développer des clusters agro-industriels dans les zones de production ;
- Renforcer les plateformes logistiques alimentaires, notamment les marchés de gros, les abattoirs, la chaîne du froid, les infrastructures de transport, de stockage et d'emballage ;
- Stimuler la consommation de produits locaux transformés à travers le développement de labels et de dispositifs de certifications adaptés ;
- Développer les compétences locales, moyennant des programmes de formation technique dans les métiers de la transformation agroalimentaire ;
- Promouvoir des filières de niche, telles que les produits biologiques et les produits transformés à base de plantes médicinales, afin de créer de nouvelles opportunités d'exportation.

Profil des exportations de produits transformés au Maroc (Moyenne 2012-2022)



Profil des importations de produits transformés au Maroc (Moyenne 2012-2022)



Source : Calculs DEPF à partir des données de la CNUCED



Tendances du marché agroalimentaire international et dynamique des exportations marocaines

- Aziz LOUALI
- Karima TAKANI
- Lamia MAAROUFI

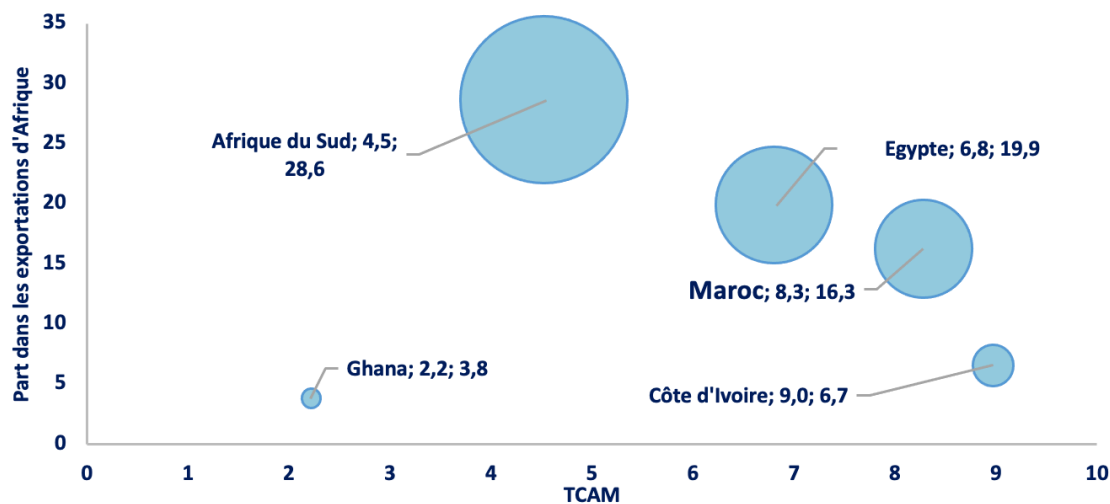
Dans un contexte marqué par la recomposition des marchés agroalimentaires mondiaux, l'intensification de la concurrence et l'évolution des exigences d'accès aux marchés, la consolidation des acquis du Maroc à l'export ainsi que la diversification de ses débouchés revêtent une importance stratégique. Dans cette perspective, cette étude analyse le positionnement des exportations agroalimentaires marocaines, en particulier celles des fruits et légumes, et identifie les leviers susceptibles d'en renforcer la compétitivité, d'en améliorer la valorisation et d'en élargir l'accès aux marchés internationaux.

À cette fin, l'analyse évalue le potentiel du marché agroalimentaire mondial à travers les principaux marchés importateurs, apprécie le positionnement des exportations marocaines face à la concurrence internationale, et identifie les voies d'amélioration permettant une meilleure valorisation du potentiel exportable du Maroc dans ce secteur.

Les analyses conduites font ressortir plusieurs enseignements structurants. Elles mettent d'abord en évidence la progression soutenue du marché agroalimentaire mondial, notamment sur le segment des fruits et légumes, ainsi que la dynamique soutenue des exportations marocaines par rapport aux principaux exportateurs africains. Elles révèlent, cependant, une faible diversification des débouchés des exportations des fruits et légumes marocains, malgré un positionnement avantageux sur le marché européen, qui demeure le principal marché de destination. À l'inverse, la présence du Maroc reste en deçà du potentiel offert par le marché africain, en pleine expansion.

À la lumière de ces enseignements, plusieurs voies de progrès ont été identifiées pour renforcer la dynamique des exportations agroalimentaires marocaines. En premier lieu, il s'agit d'accélérer la diversification des marchés de destination, en adoptant une stratégie commerciale agile et proactive, particulièrement ciblée sur l'Afrique et le Moyen-Orient, où la demande alimentaire connaît une croissance soutenue. En deuxième lieu, il convient de mettre en place une veille concurrentielle permanente et opérationnelle, permettant d'anticiper les évolutions des marchés cibles et d'adapter en continu les stratégies d'offre et de positionnement. En troisième lieu, la valorisation des exportations agroalimentaires appelle un renforcement de la transformation locale des produits agricoles destinés à l'export. Enfin, la consolidation de la logistique commerciale vers les marchés africains à forte dynamique, en particulier ceux de l'Afrique de l'Ouest, constitue un levier essentiel pour améliorer la fluidité, la régularité et la compétitivité des flux d'exportation.

Dynamique et parts des principaux exportateurs dans les exportations d'Afrique de fruits et légumes sur la période 2010-2023 (%)



Source : COMTRADE, élaboration DEPF



Ecosystème des start-ups : positionnement du Maroc et défis de développement

Leila ZNIBER

Au-delà des échanges de biens, la capacité d'une économie à s'insérer dans les nouvelles dynamiques mondiales repose de plus en plus sur l'innovation et l'entrepreneuriat technologique. À l'échelle internationale, les start-ups constituent désormais un vecteur majeur de transformation économique et de création de valeur. Dans ce contexte, cette étude évalue le positionnement du Maroc au sein de l'écosystème des startups, en mettant en avant les progrès accomplis, les défis persistants et les actions à entreprendre pour renforcer la compétitivité et la pérennité des startups marocaines.

À l'échelle mondiale, les start-ups connaissent une forte dynamique, portée par l'essor de technologies émergentes telles que l'intelligence artificielle, les technologies financières-Fintechs- et les technologies vertes. En 2024, le financement total des startups s'est établi à 314 milliards de dollars dont près d'un tiers a été orienté vers l'intelligence artificielle. L'Amérique du Nord conserve sa position de leader mondial en matière de financement des start-ups, talonnée par l'Asie et l'Europe.

En Afrique, bien que le volume des financements reste modeste, l'écosystème connaît une dynamique croissante, soutenue par les initiatives locales et par des besoins économiques et sociaux spécifiques. Les investissements demeurent fortement concentrés dans quatre pays (le Kenya, le Nigeria, l'Égypte et l'Afrique du Sud), qui ont représenté 84% des fonds levés entre 2019 et mai 2024.

Au Maroc, l'écosystème des start-ups se situe à la croisée d'opportunités prometteuses et de défis persistants. Plusieurs initiatives ont été engagées pour soutenir son développement, notamment la création de fonds d'investissement dédiés, le déploiement de programmes d'incubation et la mise en place de zones économiques spéciales. Malgré ces avancées, plusieurs défis subsistent, notamment l'insuffisance de certaines compétences spécialisées, les difficultés d'accès au financement, l'intensification de la concurrence et le déficit d'infrastructures technologiques. Entre 2019 et mai 2024, les start-ups marocaines ont levé 156 millions de dollars, sur un total de 15 milliards de dollars mobilisés à l'échelle du continent.

Le positionnement du Maroc comme hub régional de start-ups suppose ainsi l'activation de plusieurs leviers à savoir : le renforcement des compétences numériques, la diversification et l'accroissement des financements disponibles, la structuration de l'écosystème autour de chaînes de valeur clairement définies et la simplification du cadre réglementaire. L'amélioration de l'environnement d'affaires est également déterminante pour attirer les investisseurs et les talents qualifiés. Enfin, une implication accrue des universités et des acteurs privés, à travers des programmes d'incubation et d'accélération, contribuerait à consolider l'écosystème national des startups.



03.

ECO II : MACROECONOMIE



Les travaux réalisés en 2025 dans le cadre de l'ECO thématique dédié à la macroéconomie ont permis d'approfondir l'analyse des principaux facteurs qui sous-tendent la dynamique de la croissance de l'économie marocaine et conditionnent sa résilience à moyen et long terme. Mobilisant des approches méthodologiques et des outils d'analyse diversifiés, ils ont porté sur les sources de la croissance économique, les interactions entre les cycles réel et financier ainsi que les recompositions sectorielles et territoriales à l'œuvre. Une attention particulière a également été accordée aux déterminants de la productivité, aux mécanismes de réallocation sectorielle et régionale de la main-d'œuvre et aux incidences de la transition démographique sur l'évolution du niveau de vie.

Par la diversité et la complémentarité des dimensions abordées, ces travaux ont contribué à approfondir la compréhension des transformations structurelles de l'économie nationale, à identifier les principaux facteurs susceptibles de contraindre ou de soutenir son potentiel de croissance et à mettre en évidence les leviers susceptibles de soutenir une croissance résiliente et inclusive.





Les sources de la croissance économique au Maroc

- Khaoula BOUAAFIA
- Anass SAIDI

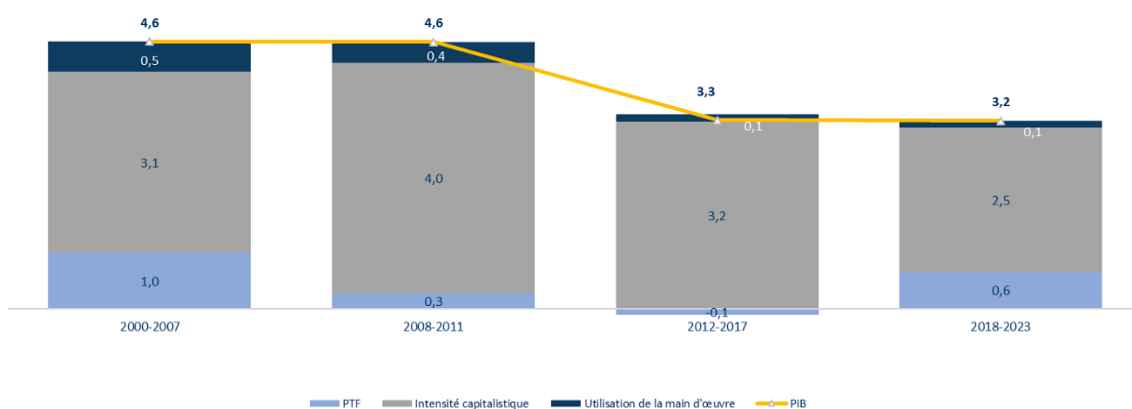
L'identification des ressorts de la croissance constitue un préalable essentiel à une meilleure compréhension des dynamiques et des transformations structurelles de l'économie nationale. C'est dans cette perspective que s'inscrit cette analyse, qui vise à apporter un éclairage sur les facteurs ayant façonné la trajectoire de croissance de l'économie marocaine.

La démarche méthodologique adoptée dans le cadre de cette analyse repose sur la comptabilité de croissance selon le modèle de Solow (1956), qui permet de décomposer la croissance du PIB réel selon les contributions du capital, du travail et de la productivité totale des facteurs (PTF), en s'appuyant sur les données annuelles relatives au PIB réel, au stock de capital et à l'emploi. Cette approche est complétée par une décomposition sectorielle visant à identifier les branches d'activité ayant contribué de manière significative aux fluctuations de la croissance.

Il ressort de cette analyse que l'accumulation de capital a constitué le principal moteur de la croissance nationale entre 2000 et 2023. La contribution du facteur travail est demeurée limitée et s'est même inscrite en territoire négatif au cours des dernières années de la période étudiée. La PTF a connu, pour sa part, une dynamique fluctuante marquée par une contribution positive au début des années 2000, une quasi-stagnation entre 2012 et 2017, puis un redressement à la suite de la pandémie de Covid-19.

Cette analyse a été également conduite sous un prisme sectoriel mettant en évidence des secteurs et des branches d'activités dont leur contribution a reculé, cependant d'autres branches ont globalement maintenu des contributions relativement stables, sans toutefois parvenir à compenser le recul enregistré par les secteurs précités.

Les sources de la croissance du PIB



Source : Données HCP, élaboration DEPF



Productivité et réallocations sectorielle et régionale de la main d'œuvre au Maroc

Ahlam ER-RAHMANI

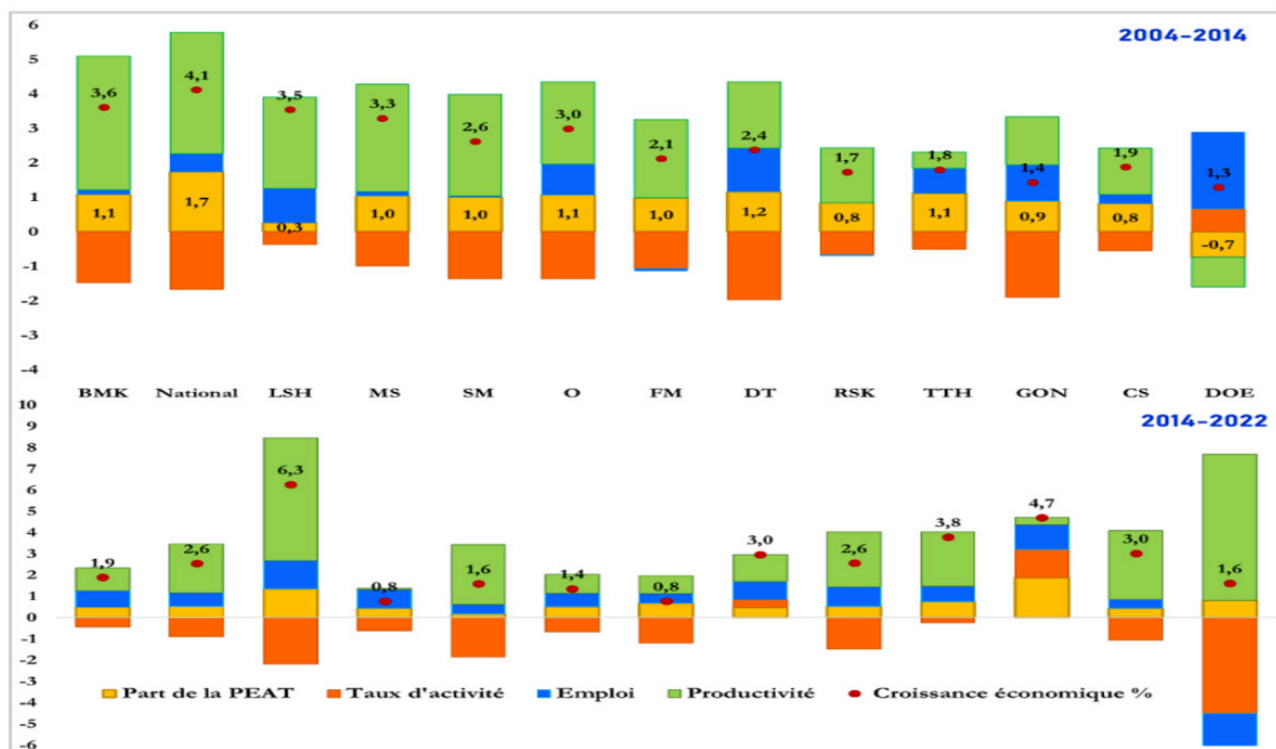
L'identification des secteurs et des régions présentant le plus fort potentiel de création de richesse et d'emploi s'avère d'une grande utilité pour une meilleure compréhension du profil de la croissance nationale.

À ce titre, cette analyse mobilise une double approche. La première repose sur une décomposition des sources de la croissance du Maroc, mise en perspective avec celles d'un panel de pays de référence. La seconde consiste en une déclinaison sectorielle et régionale de la croissance nationale, selon une approche à la fois statique et dynamique, sur la période 2004-2022.

Les principaux résultats issus de l'application de cette démarche font ressortir ce qui suit :

- La productivité du travail, mesurée par le PIB rapporté au nombre des personnes employées, constitue le principal moteur de la croissance du PIB par habitant avec une contribution à hauteur de 86% au niveau national. Contrairement, l'emploi affiche une contribution relativement modérée, à hauteur de 13% ;
- La progression de la productivité de travail provient majoritairement des gains enregistrés au sein des régions, tandis que la contribution des réallocations interrégionales demeure très faible, ce qui témoigne de la persistance des inégalités économiques entre les territoires ;
- La croissance de la productivité du travail a été principalement alimentée à hauteur de 62% par les réallocations intersectorielles, en lien notamment avec la consolidation du secteur des services et à hauteur de 38% par les gains de productivités intra-sectorielle, principalement dans l'agriculture et les services.

Contribution annuelle des facteurs de production à la croissance du PIB par habitant



Source : Elaboration DEPF



Impact du choc démographique sur le niveau de vie au Maroc

Abdelhak AZEROUAL

Dans le prolongement des travaux consacrés à l'analyse des sources et des déterminants de la croissance, et compte tenu de l'amorce d'une transition démographique et générationnelle au Maroc, telle que révélée par les résultats du RGPH 2024, cette étude s'est intéressée à l'évaluation à l'horizon 2050, des implications du vieillissement de la population sur le niveau de vie, appréhendé à travers le PIB par habitant. Mobilisant les données du HCP ainsi que les projections démographiques des Nations Unies, cette étude a exploré différents scénarios d'évolution de la productivité en vue de dégager les trajectoires possibles de la croissance économique et du niveau de vie dans un contexte d'accélération de cette transition.

Les résultats indiquent que l'accumulation du capital demeure le principal moteur de la croissance du niveau de vie au Maroc. Toutefois, l'érosion de la productivité, la diminution du taux d'emploi et le vieillissement démographique constituent des freins de plus en plus contraignants. La composante démographique a, en effet, contribué négativement à la croissance du PIB par habitant de 0,6 point par an en moyenne entre 2000 et 2023. Cet effet s'explique principalement par l'augmentation du taux de dépendance effectif, dont la contribution est estimée à -0,7 point par an.

Afin d'anticiper les effets futurs de ces évolutions sur la croissance du niveau de vie, trois scénarios de projection à l'horizon 2050 ont été testés, selon des hypothèses en lien avec le rythme de progression de la productivité du travail :

- **Scénario 1** : croissance du niveau de vie avec une productivité de travail suivant les tendances passées ;
- **Scénario 2** : une productivité permettant de compenser les effets négatifs de la transition démographique sur la croissance du niveau de vie ;
- **Scénario 3** : une productivité suffisante pour multiplier par 2,5 le niveau de vie d'ici 2050.



Le cycle financier au Maroc : quelle interaction avec le cycle réel ?

- Hatim BENBRAHIM
- El Houari BOUZIANI

Depuis la crise financière mondiale de 2008, l'étude du cycle financier s'est imposée comme un outil essentiel à la conduite de la politique macroprudentielle. La compréhension de ses interactions avec le cycle réel revêt ainsi une grande importance. Dans cette perspective, cette étude poursuit un double objectif : construire un indicateur du cycle financier adapté aux spécificités de l'économie marocaine et analyser ses interactions avec le cycle réel.

La construction de l'indicateur du cycle financier repose sur des données trimestrielles couvrant la période 2007-2024. La démarche suivie comprend trois étapes : le traitement et la normalisation des variables retenues, le filtrage des séries temporelles, puis leur agrégation au moyen d'une analyse en composantes principales (ACP). Les interactions entre les cycles réel et financier sont ensuite appréciées à partir d'un indice de concordance et de l'analyse des corrélations entre leurs composantes cycliques.

Les résultats mettent en évidence un cycle financier complet à moyen terme, s'étendant de la crise financière de 2008 à la pandémie de Covid-19 en 2020. Un nouveau cycle aurait ensuite débuté, mais demeurerait inachevé à la fin de la période d'observation et présenterait une amplitude sensiblement plus faible. À court terme, cinq cycles financiers complets sont identifiés sur l'ensemble de la période étudiée.

L'analyse des interdépendances fait ressortir un degré important de synchronisation entre les cycles réel et financier. Elle permet de mesurer le décalage entre le cycle financier et le cycle réel et met en évidence l'importance du suivi régulier assuré des dynamiques réelles et financières, afin de mieux identifier les phases d'accumulation des vulnérabilités et de renforcer les capacités d'anticipation des risques macro-financiers.



ECO III : FINANCES PUBLIQUES ET FINANCEMENT DE L'ECONOMIE

Au titre de l'année 2025, les travaux menés dans le cadre de l'ECO thématique consacré aux finances publiques et au financement de l'économie se sont distingués par la diversité des dimensions analysées et des approches mobilisées, combinant évaluations d'impact, modélisation macroéconomique et analyses comparatives à l'échelle internationale.

Ces travaux ont ainsi permis d'approfondir l'analyse de plusieurs thématiques structurantes, portant notamment sur les effets économiques, sociaux et budgétaires des dépenses fiscales et les leviers susceptibles d'en améliorer l'efficacité, la compétitivité du système fiscal national au regard des standards internationaux, ainsi que l'orientation de la politique budgétaire et son degré d'articulation avec les différentes phases du cycle économique.

Ils ont également porté sur les transformations qui affectent les modes de financement de l'économie, à travers l'analyse des enjeux liés à la réduction de l'usage du cash, au développement des moyens de paiement électroniques et à l'essor des crypto-actifs.



Impacts socio-économiques de la suppression partielle ou totale des dépenses fiscales et leviers de rationalisation

- Kawtar KHAROUAY
- Nouzha OUTANA
- Saïd AIT FARAJI

L'analyse des dépenses fiscales constitue un volet important de l'évaluation du système fiscal, en raison de leurs incidences conjointes sur les recettes publiques et l'activité économique. Dans cette perspective, cette étude évalue les effets directs et indirects d'une suppression partielle ou totale des dépenses fiscales sur la dynamique économique et sur l'emploi, tout en tenant compte des contraintes macroéconomiques et des arbitrages relatifs à la stabilisation de la consommation publique, du déficit budgétaire et de la balance des paiements. L'étude propose également des éléments d'appréciation susceptibles d'éclairer la rationalisation des régimes dérogatoires.

L'évaluation repose sur la simulation, au moyen d'un Modèle d'Equilibre Général Calculable dynamique, d'un choc correspondant à la suppression des dépenses fiscales. Deux configurations sont ainsi examinées : un scénario sélectif, différencié selon la nature de l'impôt concerné, et un scénario de suppression totale couvrant l'ensemble des dépenses fiscales.

Les résultats émanant des deux scénarios mettent en évidence des effets différenciés selon la nature de l'impôt ainsi que l'utilité de l'arbitrage entre performance budgétaire et effets économiques et sociaux à court et moyen termes.



Evaluation de la compétitivité fiscale du Maroc à la lumière des standards internationaux

- Nouzha OUTANA
- Fatima HAMD AOUI

Dans le prolongement de l'analyse du système fiscal national, cette étude vise à évaluer la compétitivité fiscale du Maroc et mettre en évidence ses principaux atouts et les leviers susceptibles de renforcer son efficacité et son attractivité économiques.

L'étude s'appuie sur l'Indice de Compétitivité Fiscale Internationale (ICFI), qui permet de comparer le système fiscal national à ceux des 38 pays de l'OCDE. Cet indice, élaboré par le think tank américain « Tax Foundation », établit un classement relatif fondé sur 42 variables regroupées en cinq composantes de pondération égale.

L'évaluation de la compétitivité fiscale du Maroc à travers l'ICFI fait ressortir une amélioration progressive de son positionnement, attribuable aux réformes fiscales engagées au cours des dernières années. Les résultats obtenus indiquent que le Maroc a gagné quatre places entre 2019 et 2025 dans le classement de l'ICFI, passant du 24ème au 20ème rang, ce qui lui a permis de se positionner parmi les pays les plus compétitifs, devançant plusieurs économies avancées de l'OCDE, dont l'Allemagne, le Japon, le Royaume-Uni, la France, l'Italie, l'Espagne et la Corée.

Cette performance repose sur des atouts structurels, notamment en matière de fiscalité des personnes physiques, transfrontalière et du patrimoine, renforçant l'attractivité économique de notre pays. Des progrès sont également relevés au titre de la TVA et des marges d'amélioration subsistent néanmoins pour les autres types d'impôts.



Orientation de la politique budgétaire au Maroc

Amal HADDOUCHI

Cette étude analyse l'orientation budgétaire au Maroc à travers le solde structurel, obtenu après correction des effets du cycle et des mesures ponctuelles ou exceptionnelles. Cette démarche permet d'apprécier l'effort d'ajustement des finances publiques ainsi que la nature et l'intensité des actions budgétaires discrétionnaires mises en œuvre.

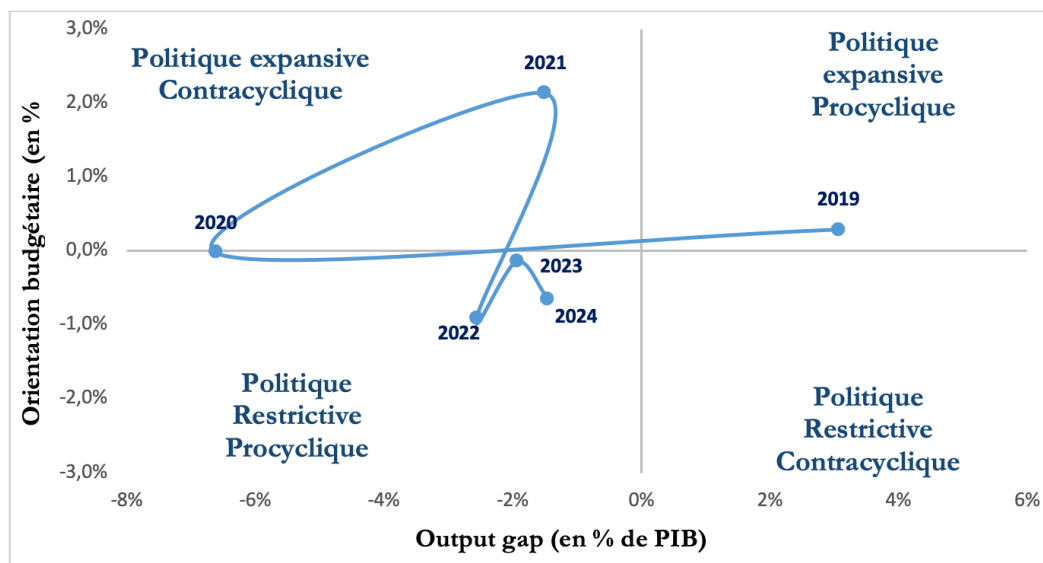
L'analyse s'appuie sur un modèle VAR structurel, qui permet d'identifier et de décomposer les variations du déficit budgétaire en fonction de leur origine, qu'il s'agisse de chocs conjoncturels ou de mesures de politique budgétaire. La distinction entre les composantes conjoncturelle et structurelle du déficit repose essentiellement sur l'estimation du PIB potentiel.

L'examen de l'orientation budgétaire par rapport à l'écart de production (output gap) entre 2019 et 2024 traduit la volonté des pouvoirs publics d'adopter une politique budgétaire adaptée au cycle économique. En 2021, une politique expansive contra-cyclique a été, en effet, mise en œuvre pour soutenir l'économie lors de la crise pandémique, tandis que les années suivantes témoignent d'un resserrement progressif des dépenses au fur et à mesure du redressement économique, reflétant une stratégie de consolidation budgétaire prudente et graduelle.

Les résultats obtenus font également ressortir une amélioration notable du déficit structurel au cours des dernières années, grâce à la rationalisation des dépenses et une meilleure mobilisation des recettes fiscales. La maîtrise des dépenses de fonctionnement, la priorisation des investissements publics, l'introduction de mécanismes de subventions ciblées, le suivi des dépenses basé sur des indicateurs de performance budgétaire, et la restructuration des Etablissements et Entreprises Publics afin de réduire leurs déficits et de rationaliser les transferts qui leur sont allouées ont significativement contribué à la maîtrise des dépenses publiques et à l'amélioration du déficit structurel.

Parallèlement, la réforme fiscale a favorisé une progression soutenue des recettes fiscales sous l'effet de l'élargissement de l'assiette fiscale, du renforcement des dispositifs de contrôle et de lutte contre la fraude et l'évasion fiscales et de la digitalisation de l'administration fiscale. L'ensemble de ces mesures traduit la volonté des pouvoirs publics d'inscrire la gestion budgétaire dans une trajectoire conciliant efficacité, soutenabilité budgétaire et adaptation au cycle économique.

Orientation budgétaire (en % du PIB) (axe vertical) et écart de production (axe horizontal)



Source : Elaboration DEPF



Réduction de l'usage du cash au Maroc : enjeux et leviers d'action publique

Hassan HEMAMOU

Dans un contexte marqué par le développement soutenu des moyens de paiement électroniques, cette étude analyse la persistance d'un usage important du cash au Maroc. Elle examine ses principaux déterminants économiques, institutionnels et socioculturels, dresse un état des lieux des initiatives engagées en faveur des paiements dématérialisés, identifie les contraintes structurelles qui en freinent la diffusion et propose des pistes d'amélioration susceptibles d'accélérer la transition vers une économie moins dépendante de la monnaie fiduciaire.

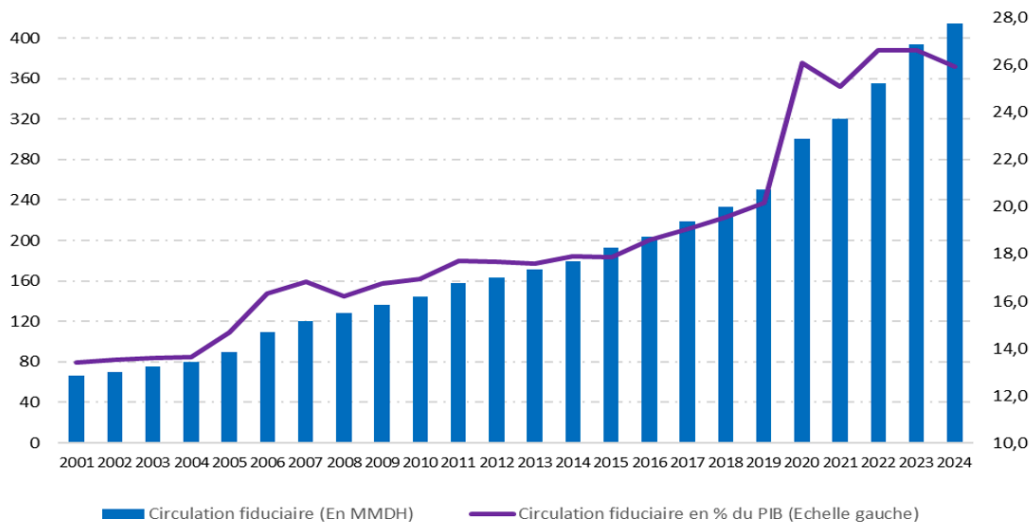
La démarche méthodologique adoptée combine l'exploitation de statistiques nationales, notamment celles de Bank Al-Maghrib et de la CGEM, l'analyse des tendances monétaires et de l'évolution des moyens de paiement, ainsi qu'une comparaison internationale fondée sur les données de l'enquête SPACE 2024 de la Banque centrale européenne et sur plusieurs expériences asiatiques. Elle s'appuie également sur une revue de la littérature empirique consacrée aux déterminants de l'usage du cash et intègre un examen des politiques publiques mises en œuvre en matière d'inclusion financière et de digitalisation.

L'étude met en évidence la persistance d'un recours élevé au cash au Maroc, malgré les réformes engagées pour moderniser les moyens de paiement. Selon les estimations réalisées basées sur les données disponibles, les facteurs macroéconomiques retenus, notamment la croissance, les transferts des MRE et les comportements de thésaurisation, expliqueraient près de 50% de la progression de la circulation fiduciaire.

L'analyse relie également cette situation à une inclusion financière encore incomplète et à une diffusion progressive des paiements électroniques, dans un contexte marqué par la faiblesse des revenus de certaines catégories de population, le poids de l'économie informelle et les disparités d'accès aux services financiers. Elle souligne, en outre, le rôle déterminant de la confiance, de la fiabilité des solutions numériques et de leur adéquation aux besoins des particuliers et des commerçants.

Ces constats montrent que la réduction durable de l'usage du cash ne dépend pas uniquement du développement de l'offre technologique. Elle suppose une approche coordonnée combinant innovation dans les moyens de paiement, approfondissement de l'inclusion financière, sensibilisation et éducation financière des citoyens, ainsi que consolidation d'un environnement numérique fiable et sécurisé.

Evolution de la circulation fiduciaire (en milliards de dirhams et en % du PIB)



Source : Bank Al-Maghrib et calcul DEPF

05.

ECO IV : DEVELOPPEMENT SECTORIEL, CLIMAT ET DURABILITE

Les travaux menés en 2025 dans le cadre de l'ECO thématique consacré au développement sectoriel, au climat et à la durabilité ont approfondi l'analyse des mutations sectorielles, technologiques, territoriales et environnementales qui influencent la trajectoire de développement du Maroc.

Mobilisant des approches prospectives, comparatives et rétrospectives, ils ont porté sur l'adaptation de l'appareil productif aux transitions climatique et numérique, le rôle des infrastructures dans la compétitivité et l'intégration territoriale, ainsi que sur les conditions de financement d'un développement durable. Les analyses ont notamment concerné l'exposition des secteurs exportateurs à une éventuelle extension du Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF), les perspectives liées à l'essor de l'intelligence artificielle, la contribution des réseaux de transport à l'Initiative Atlantique du Maroc en faveur des pays du Sahel, la soutenabilité du financement des infrastructures ferroviaires et autoroutières, ainsi que la mobilisation des financements climatiques.



Analyse et évaluation du risque d'extension du MACF aux secteurs industriels exportateurs du Maroc

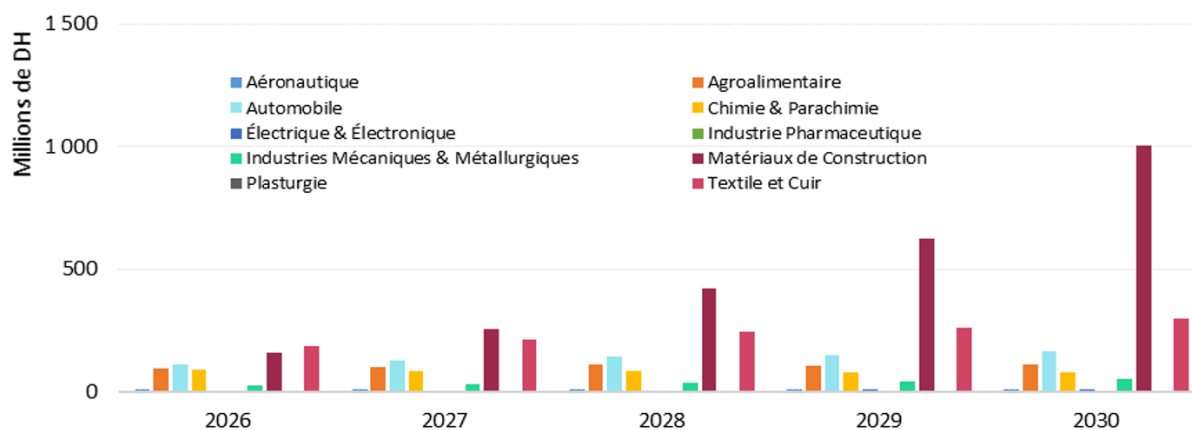
- Sara MONSEF
- Mouna TOURKMANI

Dans un contexte d'évolution rapide du cadre réglementaire européen en matière climatique, cette étude évalue, à titre prospectif, l'exposition financière des exportations industrielles marocaines vers l'Union européenne en cas d'extension du Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF). Elle vise à identifier les secteurs les plus vulnérables et à estimer le coût potentiel du mécanisme sur la période 2026-2030, tout en mettant en évidence les enjeux liés à la mesure des émissions, à la décarbonation industrielle et à la préservation de la compétitivité.

L'approche retenue repose sur une analyse macrosectorielle des émissions directes de l'industrie marocaine (scope 1), à partir des données de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), prolongées à l'horizon 2030. Ces émissions ont été ventilées par secteur au moyen d'une clé d'allocation fondée sur la consommation énergétique finale de l'industrie en 2024. Le coût potentiel du MACF a ensuite été estimé en combinant les émissions imputables aux exportations vers l'UE et les prix du carbone sur le marché européen (EU ETS). Trois scénarios prospectifs ont été construits : « Horizon Stable », « Voie Adaptive », retenu comme scénario de référence, et « Horizon Transformant ».

Pour chaque scénario le coût du MACF a été estimé puis rapporté aux exportations vers l'Union Européenne pour mieux appréhender son ampleur.

Évolution du coût projeté du MACF par secteur – Voie Adaptive (En millions de dirhams)



Source : Calculs DEPF



Mobilisation des Financements climatiques : positionnement du Maroc et perspectives

- Meriem BAHRI
- Amal HADDOUCHI

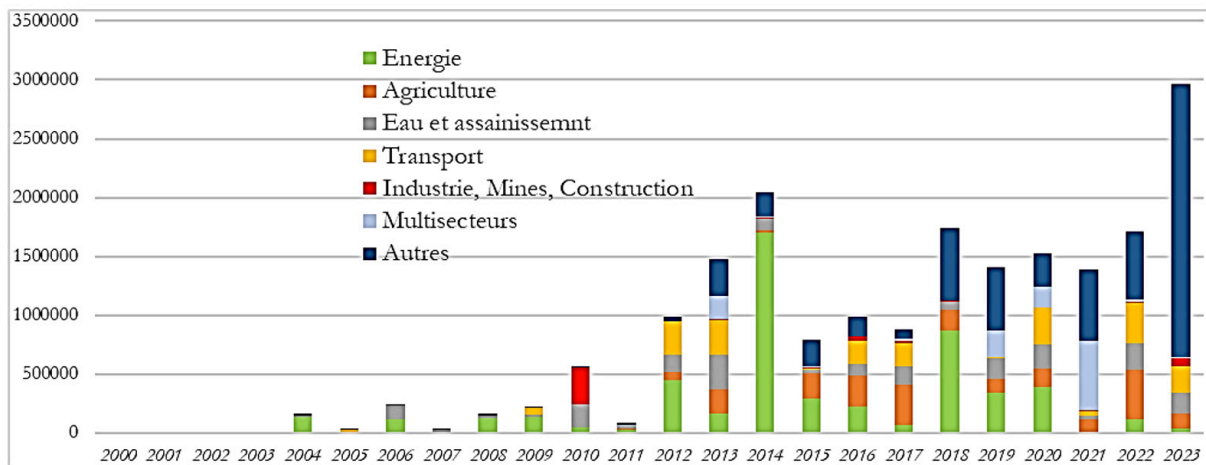
La transition vers un modèle de développement durable et résilient, conciliant atténuation et adaptation au changement climatique, préservation des ressources naturelles et réduction des vulnérabilités économiques, sociales et territoriales, requiert la mobilisation de ressources financières importantes et diversifiées. Dans cette perspective, cette étude analyse la finance climatique au Maroc et identifie les leviers susceptibles de renforcer la capacité du Royaume à mobiliser davantage de financements, à partir notamment des enseignements tirés des expériences internationales.

L'étude propose, dans un premier temps, une cartographie des mécanismes internationaux et régionaux de financement climatique, fondée sur l'évolution des flux financiers entre 2000 et 2023 et sur les expériences de pays de référence. Elle examine ensuite le positionnement du Maroc à travers son cadre institutionnel et réglementaire, ses besoins de financement, les ressources mobilisées et les principales contraintes rencontrées, en s'appuyant notamment sur les données de l'OCDE. Elle dégagera enfin des pistes d'action visant à renforcer l'attractivité du pays, à diversifier les instruments de financement et à approfondir la coopération internationale.

À l'échelle mondiale, les financements climatiques ont atteint près de 1.900 milliards de dollars en 2023, en hausse de 15% par rapport à 2022. La contribution du secteur privé a franchi, pour la première fois, le seuil de 1.000 milliards de dollars, soit une progression de 50% en un an. Ces financements demeurent, toutefois, fortement concentrés sur les actions d'atténuation, auxquelles plus de 90 % des flux sont destinés. Le Benchmark international fait, par ailleurs, ressortir le positionnement dominant de l'Inde. Le Maroc a, pour sa part, bénéficié de 19,5 milliards de dollars de financements engagés entre 2000 et 2023, soit un montant sensiblement inférieur aux besoins du Royaume estimés à 78 milliards de dollars au titre de la NDC 2.0 et à 96 milliards au titre de la NDC 3.0.

Par ailleurs, les financements mobilisés au Maroc ont été majoritairement orientés vers l'atténuation, en particulier vers le secteur de l'énergie. Les secteurs relevant de l'adaptation, notamment l'eau, la santé et l'éducation, demeurent sous-financés.

Evolution des financements climatiques par secteur au Maroc entre 2000 et 2023
(En milliards de dollars courant)



Source : Base de données de l'OCDE, élaboration DEPF



Accélérer l'intelligence artificielle au Maroc : un impératif stratégique

Hind MEIOUET

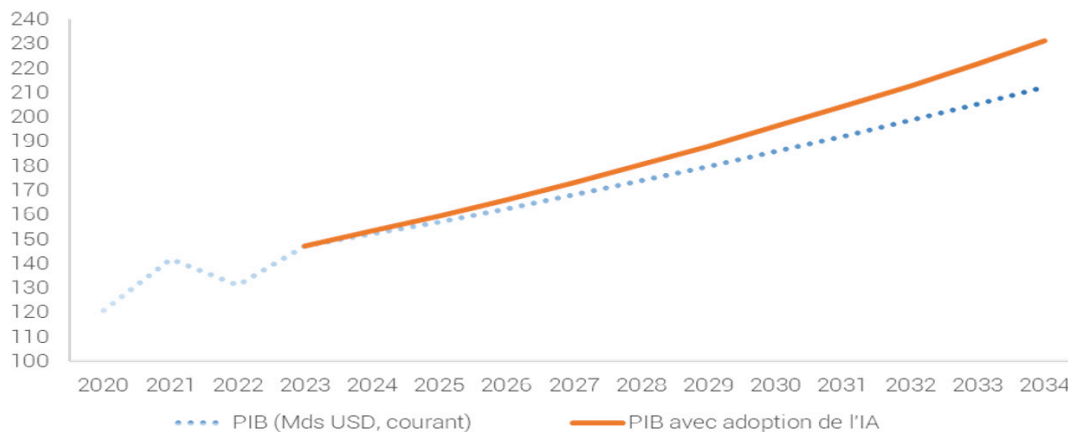
Au-delà des enjeux liés à la transition écologique, la transformation de l'appareil productif marocain dépend également de sa capacité à tirer parti des mutations technologiques. Dans cette perspective, cette étude analyse l'écosystème national de l'intelligence artificielle (IA), son positionnement international et son potentiel économique. Elle identifie également les principaux freins à son développement et propose des leviers susceptibles d'en maximiser les retombées, en cohérence avec les priorités économiques et sociales du Royaume.

Les résultats montrent que le Maroc a engagé la structuration progressive de son écosystème d'IA à travers plusieurs initiatives, notamment le programme Al Khawarizmi et le centre AI Movement. Cette dynamique s'appuie sur un écosystème entrepreneurial comptant 1.030 start-up en 2024, ce qui place le pays au 11e rang africain. Si le niveau de sensibilisation à l'IA apparaît élevé au sein des entreprises (91%), son intégration dans les usages stratégiques demeure limitée (13 %), notamment en raison d'une offre insuffisante de compétences qualifiées.

Pour répondre à ce défi, le Gouvernement ambitionne de former 22.500 talents numériques par an à l'horizon 2027, en mobilisant les universités publiques, les grandes écoles d'ingénieurs et les institutions spécialisées dans les technologies émergentes. Parallèlement, le Maroc consolide ses capacités technologiques et sa souveraineté numérique à travers le développement du cloud, des centres de données et d'infrastructures avancées de calcul, à l'instar du supercalculateur de l'UM6P.

Dans ce contexte, le renforcement du positionnement du Maroc en matière d'intelligence artificielle suppose d'accélérer la structuration de son écosystème. Les priorités portent notamment sur le développement des compétences, l'adoption d'un cadre réglementaire adapté, la mise en place d'une stratégie nationale dédiée, le renforcement des infrastructures technologiques et l'intensification des synergies entre recherche et industrie.

Effet potentiel d'une adoption avertie de l'IA sur le PIB au Maroc



Source : données Banque Mondiale, élaboration DEPF



Les infrastructures de transport terrestre au service de l'Initiative Atlantique du Maroc pour le Sahel

Bouchra EL GUEROUANI

La transformation sectorielle et technologique ne peut déployer pleinement ses effets sans des infrastructures performantes, résilientes et interconnectées, capables de relier les territoires, de fluidifier les échanges et de soutenir l'intégration régionale. Dans cette perspective, cette étude a analysé le rôle des infrastructures de transport terrestre dans le renforcement de l'intégration régionale en Afrique, en accordant une attention particulière aux connexions entre les pays de la Façade Atlantique Africaine du Maroc au Nigéria (FAAMAN) et ceux du Sahel. Elle s'est attachée, à cet égard, à dresser un diagnostic de l'état des réseaux routiers et ferroviaires et de leur niveau d'interconnexion, ainsi qu'à apprécier les perspectives offertes par l'Initiative Atlantique du Maroc pour le Sahel en matière de désenclavement, de compétitivité et de développement régional.

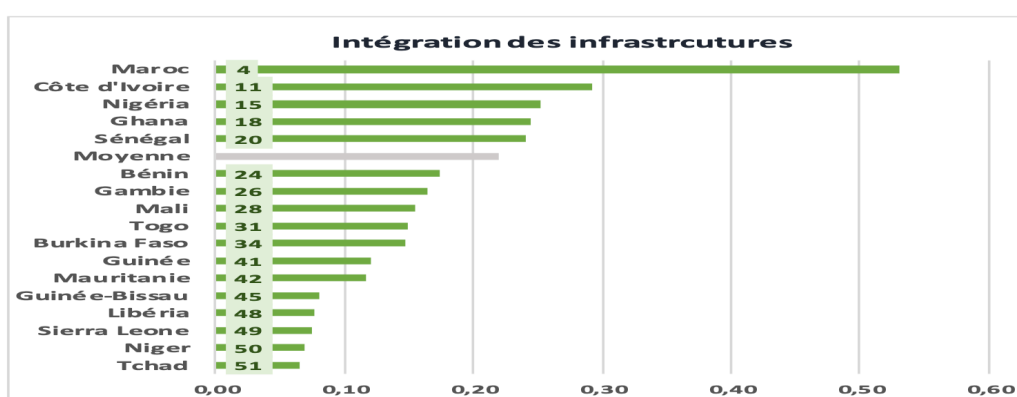
Le diagnostic réalisé sur les infrastructures routières et ferroviaires des pays de la FAAMAN et du Sahel (Mali, Niger, Burkina Faso et Tchad) met en évidence les progrès accomplis, mais aussi les déficits persistants en matière d'interconnexion et de qualité des réseaux.

Ces insuffisances limitent les échanges, la mobilité des personnes et des marchandises ainsi que le potentiel productif des territoires concernés. Elles

sont accentuées par la faiblesse des investissements publics, la participation encore limitée du secteur privé et les effets croissants du changement climatique sur la résilience des infrastructures.

L'étude souligne que des initiatives telles l'Approche du Corridor Intégré de l'Union africaine et l'Initiative Atlantique du Maroc ouvrent des perspectives prometteuses pour l'intégration régionale. Leur concrétisation suppose une démarche globale associant financements innovants, planification coordonnée, infrastructures durables et renforcement institutionnel, afin de convertir les contraintes actuelles en leviers de croissance inclusive et de prospérité partagée.

Classement des pays de la FAMAAN et du Sahel en termes de l'intégration par les infrastructures



Source : DEPF, données (AU & UNECA, 2020)



Financement des infrastructures ferroviaires au Maroc : analyse rétrospective et prospective

- Bouchra EL GUEROUANI
- Ilyes BOUMAHDJ

Dans le prolongement des réflexions menées par la DEPF sur la connectivité, cette étude analyse le financement du réseau ferroviaire marocain, qui constitue un déterminant majeur de la compétitivité, de la mobilité et de la cohésion territoriale. Pour ce faire, elle examine l'évolution du financement des infrastructures ferroviaires au Maroc à l'aune des contrats-programmes liant l'État à l'ONCF, en appréciant leur contribution à la modernisation des infrastructures et à l'amélioration de leurs performances. Elle estime également les besoins de financement à l'horizon 2040 et analyse la soutenabilité du modèle contractuel au regard des ambitions d'extension et de densification du réseau ferroviaire.

L'approche retenue, à la fois rétrospective et prospective, repose sur l'examen des contrats-programmes successifs conclus entre l'État et l'ONCF, ainsi que sur l'analyse des investissements réalisés, des sources de financement mobilisées et de leurs effets sur les infrastructures et sur les performances financière et opérationnelle de l'Office. Elle intègre, en outre, une projection des besoins

à l'horizon 2040, établie en cohérence avec les orientations stratégiques nationales et les impératifs de soutenabilité budgétaire et financière.

Les résultats mettent en évidence une modernisation significative du réseau ferroviaire, caractérisée par l'accroissement des capacités et l'extension du réseau ferroviaire. Ils soulignent, toutefois, la nécessité de diversifier les sources de financement, de renforcer la soutenabilité du modèle et d'explorer des mécanismes innovants, notamment la finance verte, les partenariats public-privé et les solutions ferroviaires bas-carbone.



Besoin de financement en infrastructure autoroutière au Maroc : analyse rétrospective et prospective à l'horizon 2050

- Bouchra EL GUEROUANI
- Ilyes BOUMAHD

En complément des travaux consacrés au ferroviaire, cette analyse porte sur le développement et le financement des infrastructures autoroutières. Elle examine le modèle de financement de la Société Nationale des Autoroutes du Maroc (ADM) et estime, à l'horizon 2050, les besoins liés au renforcement et à l'élargissement du réseau autoroutier, selon différents scénarios territoriaux et économiques.

L'étude repose sur un diagnostic rétrospectif du développement autoroutier depuis 2000 portant notamment sur l'évolution des investissements cumulés, la structure de financement et les indicateurs d'endettement, ainsi que les mécanismes mobilisés par l'État et ADM, notamment les contrats-programmes, les augmentations de capital et les emprunts obligataires et concessionnels. Elle s'appuie également sur une analyse prospective à l'horizon 2050 selon trois scénarii : un scénario tendanciel fondé sur le rythme historique de réalisation et deux scénarios intégrant la capacité du réseau à absorber les flux futurs ainsi que les besoins d'élargissement nécessaires à la réduction de la congestion. Les estimations tiennent également compte des dynamiques territoriales et de la densité autoroutière.

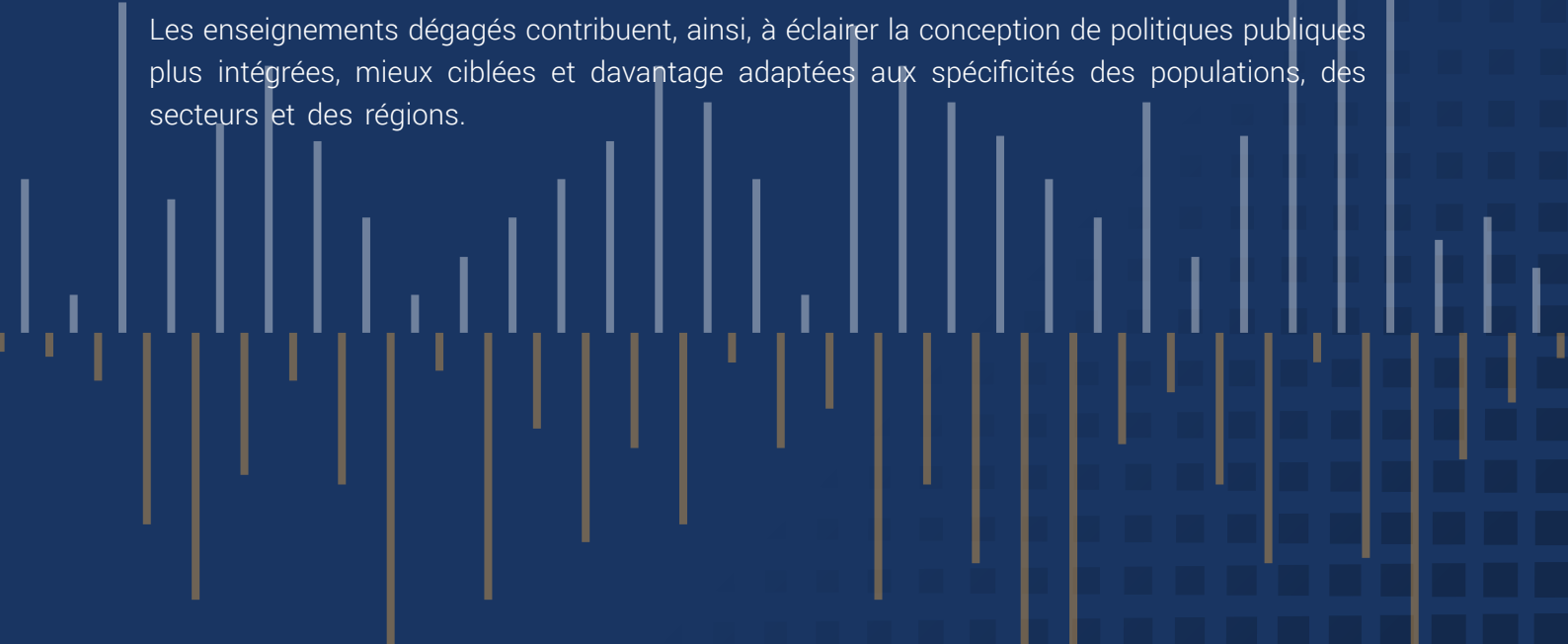


ECO V : EMPLOI ET INCLUSION SOCIALE ET TERRITORIALE



Les travaux inscrits dans le cadre de l'ECO thématique ont pour objectifs d'approfondir la compréhension des transformations à l'œuvre du marché du travail et de mieux cerner les déterminants d'un développement inclusif et territorialement équilibré. Ils couvrent, à ce titre, les dynamiques de création et de qualité de l'emploi, la mobilité de la main-d'œuvre, l'adéquation des compétences aux mutations productives et technologiques, ainsi que les facteurs conditionnant l'accès équitable aux services essentiels et aux opportunités économiques.

Les enseignements dégagés contribuent, ainsi, à éclairer la conception de politiques publiques plus intégrées, mieux ciblées et davantage adaptées aux spécificités des populations, des secteurs et des régions.





Analyse prospective de l'adéquation de la formation aux besoins du marché de travail

Ilyes BOUMAHDI

L'adéquation entre les systèmes de formation et les besoins présents et futurs du marché du travail constitue un enjeu déterminant pour la compétitivité de l'économie et l'insertion professionnelle. Dans cette perspective, l'étude a développé un cadre stratégique prospectif permettant d'identifier, à l'échelle régionale, les activités susceptibles d'émerger ainsi que les cursus de formation nécessaires à leur essor. Fondé sur une démarche de spécialisation intelligente mobilisant les concepts de complexité économique et de densité de connexité régionale, ce cadre met en regard les capacités productives existantes, les opportunités de diversification, les coûts d'accès à de nouvelles activités et les gains potentiels escomptés.

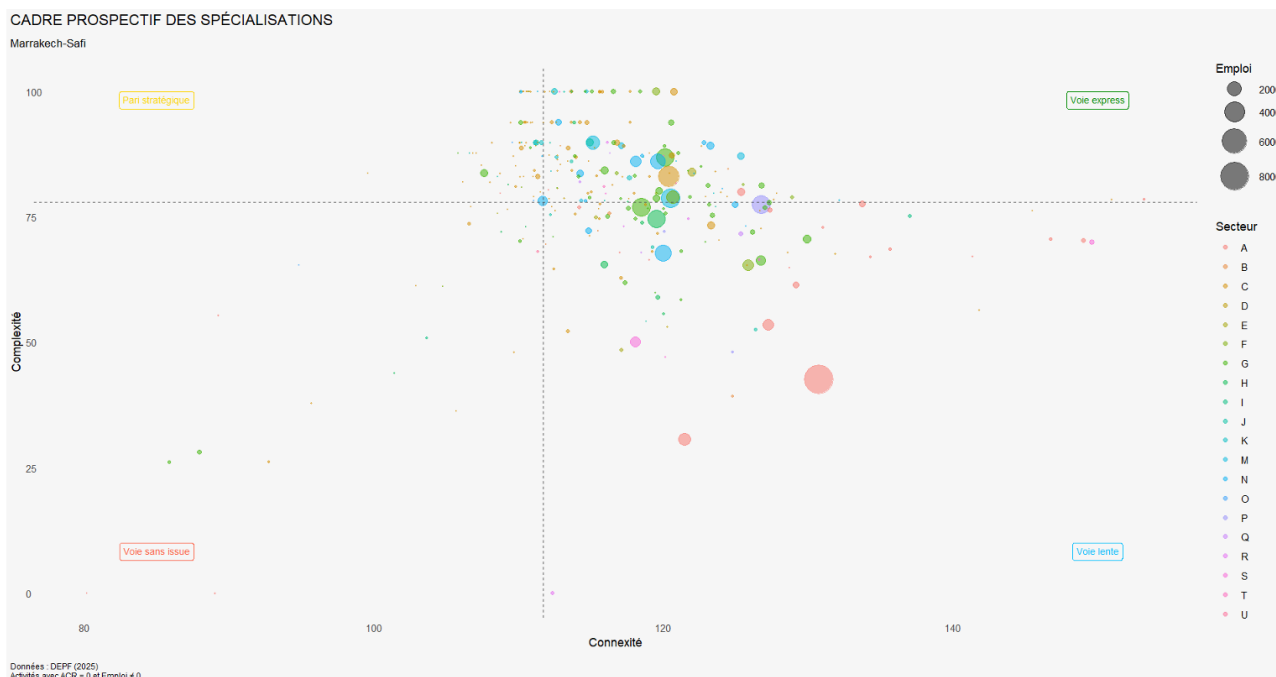
Les indicateurs nécessaires à la construction de ce cadre prospectif ont été élaborés à partir des microdonnées de la CNSS⁵. La base mobilisée couvre la période 2017-2024 et représente une moyenne mensuelle de 3,5 millions d'observations, ventilées par secteur (21), branche (88), activité (639) et région (12).

Les résultats font ressortir un potentiel élevé de diversification à Casablanca-Settat et à Marrakech-Safi, dont les capacités productives permettraient d'élargir sensiblement leur spectre de spécialisation et, partant, leurs bassins d'emploi, sous réserve d'un accompagnement adapté par les politiques de formation. À Tanger-Tétouan-Al Hoceima et à Rabat-Salé-Kénitra, le développement de nouvelles activités relève davantage de choix stratégiques nécessitant l'acquisition de capacités encore peu présentes. Une configuration similaire caractérise Souss-Massa, Dakhla-Oued Eddahab et, dans une moindre mesure, Drâa-Tafilalet.

Pour l'Oriental et Béni Mellal-Khénifra, une diversification progressive vers des activités proches du tissu productif existant pourrait constituer une première étape réaliste, permettant d'accumuler les connaissances et les savoir-faire nécessaires à une montée graduelle en complexité. Cette trajectoire requiert toutefois un dispositif cohérent de formation initiale et continue.

⁵ A l'aide du package R « EconGeo » qui intègre les fonctions utilisées dans le logiciel statistique R pour réaliser des analyses relevant de la géographie économique, notamment l'étude de la spécialisation productive, de la diversification économique et des relations de proximité entre les activités.

Cadre stratégique très diversifié de la spécialisation intelligente de la région de Marrakech-Safi



Source : DEPF | CNSS.

Légende de Lecture : Les activités dans le quadrant nord-ouest (Exp. A2711: Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques) reflètent une stratégie, dite « Pari Stratégique », très risquée, puisqu'elle se base sur des capacités connexes peu existantes dans la région (Exp. l'activité A2711 a une densité de connexité (94) plus faible que la moyenne nationale (111,7)), mais avec un gain escompté très élevé (Exp. l'activité A2711 a une complexité nationale (100) parmi les plus élevées et nettement plus élevée que la moyenne nationale (77,9)). La figure ne projette que les activités pour lesquelles la région a un ACR = 0 et un emploi non nul.



Analyse des différents types de chômage au Maroc

- Soukaina LAMZOUZ
- Radouane GUERMANE

Cette étude analyse les différentes composantes du chômage au Maroc. Elle distingue notamment le chômage structurel, révélateur de déséquilibres persistants sur le marché du travail, du chômage cyclique, davantage lié aux fluctuations de l'activité économique. À partir de données trimestrielles sur le chômage et l'emploi couvrant la période 2006-2024, l'analyse vise à mieux cerner les déterminants de ces dynamiques et à éclairer les marges de manœuvre des pouvoirs publics pour inscrire durablement la réduction du chômage.

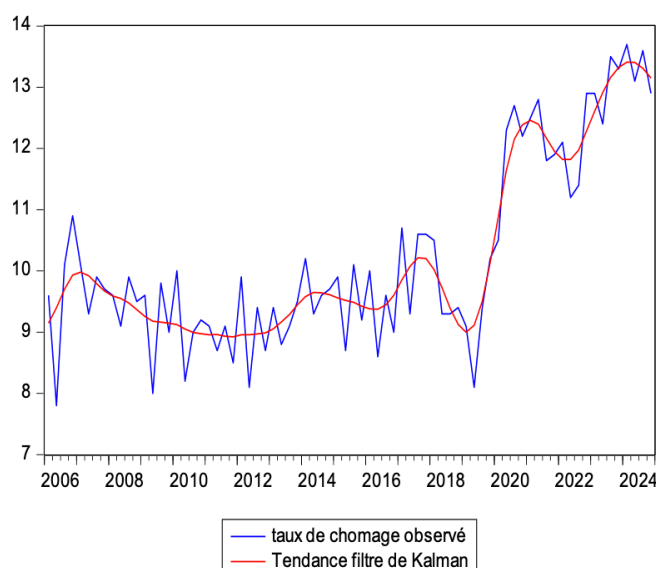
La démarche méthodologique repose sur un modèle espace-état, permettant d'estimer des variables non observables, notamment le taux de chômage structurel ou NAIRU, à partir du taux chômage observé. Le recours au filtre de Kalman pour isoler de manière dynamique les composantes tendancielle et cyclique du chômage et d'en retracer l'évolution au cours du temps.

Les résultats mettent en évidence la prédominance du chômage structurel, traduisant la persistance de déséquilibres liés notamment à l'insuffisance de la création d'emplois qualifiés, à l'inadéquation entre l'offre de compétences et les besoins du tissu productif, au poids de l'informalité et aux inégalités d'accès à l'emploi selon les régions, le genre et l'âge.

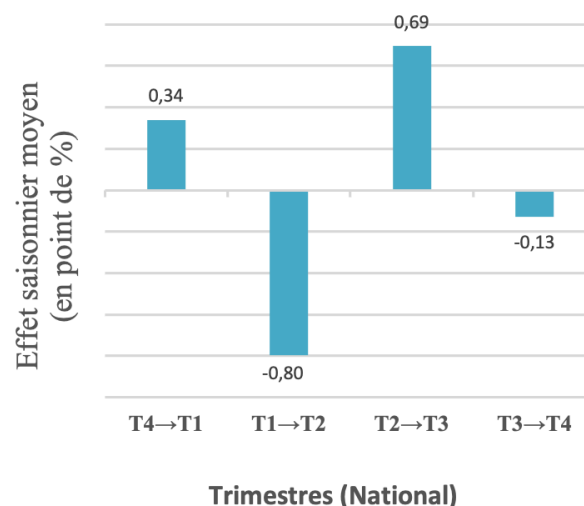
Le chômage présente également une dynamique saisonnière marquée, avec des hausses fréquentes aux premier et troisième trimestres, et un repli généralement observé au deuxième trimestre en lien avec le comportement saisonnier des activités. Depuis 2020, ces effets saisonniers se sont toutefois atténués au profit d'une hausse plus persistante de la composante structurelle du chômage.

Ces constats plaident en faveur d'une meilleure articulation entre le système de formation et les besoins du marché du travail, d'un soutien renforcé aux TPME et à l'entrepreneuriat des jeunes, ainsi que d'une adaptation des politiques actives de l'emploi aux spécificités régionales et aux populations les plus vulnérables. Ils soulignent également l'importance de consolider les secteurs à fort potentiel de création d'emplois durables et qualifiés.

Taux de chômage observé et tendanciel (en %)



Effet saisonnier moyen (en point de %)



Source : Elaboration DEPF



Mobilité sectorielle et régionale de l'emploi formel au Maroc

- Ihsane KABBAJ
- Anis SOULAIMANE

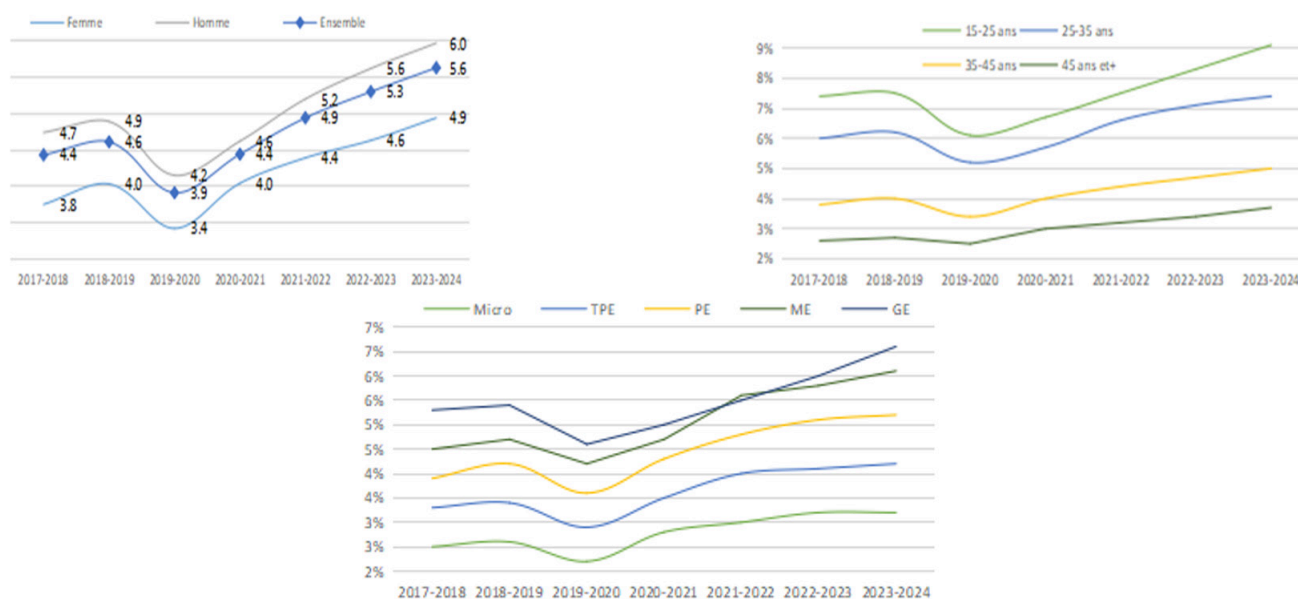
Au-delà du niveau du chômage, la capacité des travailleurs à circuler entre secteurs, entreprises et territoires renseigne sur la fluidité du marché du travail et sur l'efficacité de l'allocation de la main-d'œuvre. À ce titre, cette étude vise à appréhender la mobilité de l'emploi formel à travers les taux de réallocation et de mobilité intersectorielle, les caractéristiques des salariés concernés ainsi que les secteurs et les régions au cœur de ces mouvements.

L'analyse repose sur plusieurs indicateurs, notamment le taux de réallocation, le taux de mobilité intersectorielle et le degré de stabilité dans l'emploi,

complétés par des matrices de transition intersectorielle et interrégionale. Ces outils permettent de retracer les mouvements des salariés déclarés à la CNSS et d'identifier les principales configurations de mobilité sur le marché du travail formel.

Les résultats révèlent une progression continue de l'emploi formel stable, dont les effectifs sont passés de 1,85 million en 2017 à 2,51 millions en 2024, soit une hausse annuelle moyenne de 5,2%. Cette stabilité demeure toutefois concentrée dans les grandes entreprises, parmi les salariés à bas salaire et dans quatre secteurs dominants à savoir : l'industrie manufacturière, le commerce, la construction et les activités de services administratifs et de soutien. Parallèlement, le taux de mobilité sectorielle s'est amélioré, passant de 4,4% en 2018 à 5,6% en 2024. Cette mobilité est plus prononcée chez les jeunes, les hommes, les salariés faiblement rémunérés et ceux des grandes entreprises, ainsi que dans des activités dynamiques telles que l'information et les services scientifiques.

Evolution du Taux de mobilité (en %)



Source : données de la CNSS, élaboration DEPF



Enjeux de l'Intelligence Artificielle pour le marché de l'emploi au Maroc

- Hind MEIOUET
- Ilyes BOUMAHDI

L'objet de cette étude est d'évaluer le degré d'exposition de l'emploi au Maroc à ces technologies, afin d'anticiper les recompositions professionnelles, sectorielles et territoriales susceptibles d'en découler et de dégager des orientations favorisant une transition numérique maîtrisée, inclusive et créatrice de valeur.

L'évaluation repose sur le calcul d'un indice d'exposition à l'intelligence artificielle, permettant d'établir des comparaisons relatives entre territoires, secteurs, catégories d'entreprises et profils de salariés. Elle mobilise, à cet effet, les microdonnées de la CNSS couvrant la période 2017-2024 et adapte aux spécificités nationales une méthodologie de référence largement utilisée dans la littérature internationale.

Les résultats font ressortir une exposition stable et modérée du marché du travail marocain à l'IA, entre 2017 et 2024, comparable à celle observée dans les pays du sud-est de l'Europe. Cette exposition se concentre dans les services et les industries de haute technologie, notamment la finance, l'assurance et la communication, et concerne davantage les salariés âgés de 25 à 35 ans, les profils peu expérimentés et les femmes. L'examen territorial révèle une configuration contrastée et différenciée entre les différentes régions du Royaume.

Afin de tirer parti du potentiel de l'IA tout en maîtrisant ses risques, l'étude recommande de renforcer les dispositifs de préparation et d'accompagnement, en ciblant prioritairement les services et les industries de haute technologie. Une attention particulière devrait également être accordée aux microentreprises, aux entreprises matures, aux travailleurs d'âge mûr et aux salariés disposant d'une expérience intermédiaire. Sur le plan territorial, la priorité devrait être accordée aux bassins d'emploi du littoral nord-ouest.



Energies renouvelables et emploi au Maroc : potentiel et perspectives

- Imane RAIS

Cette étude a pour objectif d'évaluer le potentiel de création d'emplois associé au développement des énergies renouvelables au Maroc, en mettant en perspective les dynamiques nationales avec les enseignements tirés des expériences internationales.

La méthodologie retenue combine une revue des données internationales relatives à l'emploi dans les énergies renouvelables et une évaluation empirique du cas marocain. Des coefficients d'emploi issus de la littérature et de projets de référence sont appliqués aux capacités installées, notamment dans les filières solaire et éolienne, afin d'estimer les emplois directs, indirects et induits. Cette démarche permet d'apprécier les performances différenciées

des technologies et d'identifier les conditions nécessaires à la maximisation des retombées socioéconomiques de la transition énergétique.

Les résultats mettent en évidence un potentiel significatif de création d'emplois lié au développement des énergies renouvelables, dont l'ampleur varie selon les technologies et les approches d'estimation. Le photovoltaïque présente le rendement de l'investissement en emplois le plus élevé, tandis que le solaire à concentration est la filière la plus intensive en main-d'œuvre par unité de capacité installée. Selon les scénarios étudiés, l'atteinte des objectifs nationaux en matière de capacités renouvelables pourrait générer plusieurs dizaines de milliers d'emplois directs, indirects et induits à moyen terme et des centaines de milliers à l'horizon 2050. La concrétisation de ce potentiel demeure toutefois tributaire de la cohérence des choix technologiques, de l'orientation des investissements et de l'accompagnement institutionnel et en compétences.



Analyse du positionnement du Maroc en termes d'Indice de Développement Humain

Amal DLIA

L'appréciation du caractère inclusif du développement suppose une lecture plus large des progrès accomplis en matière d'accès aux soins de santé de qualité et d'éducation et en termes de niveau de vie. À ce titre, cette étude examine le positionnement et l'évolution du Maroc au regard de l'Indice de développement humain, à partir des rapports du PNUD et d'une analyse comparative avec des pays présentant des niveaux de développement économique comparables. Elle vise à mettre en perspective les avancées enregistrées et à identifier les contraintes qui pourraient ralentir l'amélioration du développement humain à l'échelle nationale.

Les résultats montrent que, malgré les avancées enregistrées, notamment en matière de santé et de niveau de vie, leur traduction dans le classement international demeure limitée. Les performances encore insuffisantes dans le domaine de l'éducation continuent de peser sur la progression de l'IDH et de ses variantes ajustées aux inégalités et à la pauvreté multidimensionnelle.

L'analyse comparative montre que le Maroc a rejoint la catégorie des pays à développement humain élevé, tout en demeurant en retrait par rapport à plusieurs économies de niveau de revenu similaire.

L'ambition de hisser le Maroc parmi les pays à développement humain très élevé demeure à portée, sous réserve de renforcer la cohérence, l'équité et l'efficacité de l'action publique, en s'appuyant davantage sur les données probantes et sur une gouvernance axée sur les résultats.



Disparités régionales et synergies entre les objectifs de développement durable : vers une lecture intégrée des dynamiques territoriales

Hind LAMRANI HANCHI

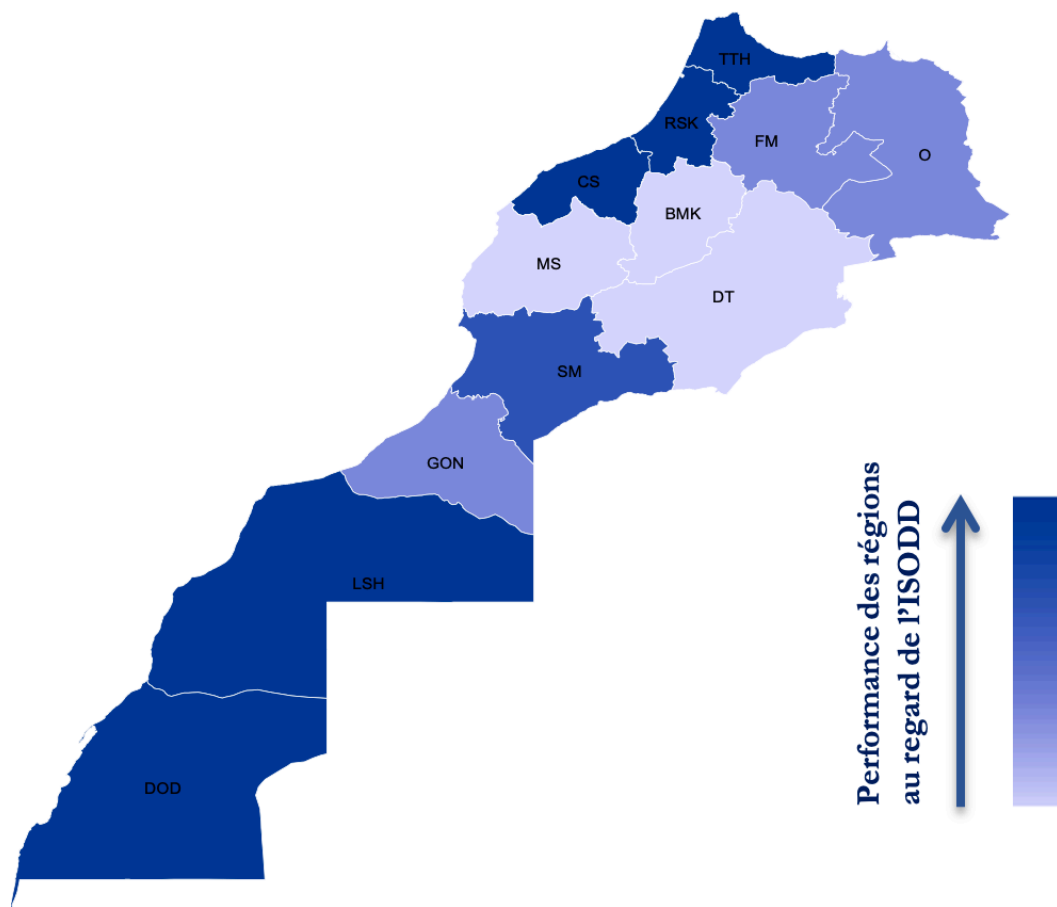
L'étude propose une appréciation actualisée des disparités régionales à partir d'un indice synthétique des Objectifs de développement durable construit selon une méthode de scoring. Elle dresse un panorama du positionnement et de la progression des régions, tout en examinant les interdépendances entre les ODD au moyen d'une matrice de corrélation entre les scores agrégés des ODD.

L'indice synthétique des ODD (ISODD) place Laâyoune-Sakia El Hamra et Dakhla-Oued Eddahab aux deux premiers rangs, suivies de Rabat-Salé-Kénitra, Tanger-Tétouan-Al Hoceima et Casablanca-Settat.

L'analyse de la variance conforte les synergies mises en évidence par la matrice de corrélation et offre une lecture plus rigoureuse des interdépendances entre les différentes dimensions du développement durable. Elle montre notamment que l'accès à une éducation de qualité (ODD4) et la promotion d'une croissance soutenue assortie d'un emploi décent (ODD8), constituent des leviers déterminants de la réduction de la pauvreté (ODD1) dans les territoires couverts par l'analyse.

L'autonomisation des femmes (ODD5) apparaît, en outre, étroitement liée à un environnement économique inclusif (ODD8) ainsi qu'à un tissu infrastructurel et industriel renforcé (ODD9), confirmant son rôle transversal dans la dynamique de développement durable. De même, l'investissement dans des infrastructures durables et inclusives soutiennent simultanément la croissance économique (ODD8) et l'égalité de genre (ODD5). La réduction des inégalités régionales (ODD10) suppose, pour sa part, une action coordonnée en faveur de la lutte contre la pauvreté (ODD1) et de l'amélioration de la qualité de l'éducation (ODD4).

Positionnement des régions marocaines au regard de l'indice synthétique des ODD (ISODD)



Source : Elaboration DEPF



Convergence régionale en termes de performances sanitaires : dynamiques et leviers d'action

Ahlam ER-RAHMANI

La santé, l'une des dimensions fondamentales du développement humain, occupe une place centrale dans l'appréciation de l'équité territoriale et des progrès réalisés en matière d'accès aux services essentiels. Dans cette perspective, cette analyse cartographie les performances sanitaires des douze régions du Royaume au regard de l'ODD 3, mesure l'influence de la proximité géographique et évalue les dynamiques de convergence régionale. Elle examine également les déterminants socioéconomiques des disparités d'accès aux services de santé, en mobilisant des outils d'analyse spatiale et multidimensionnelle.

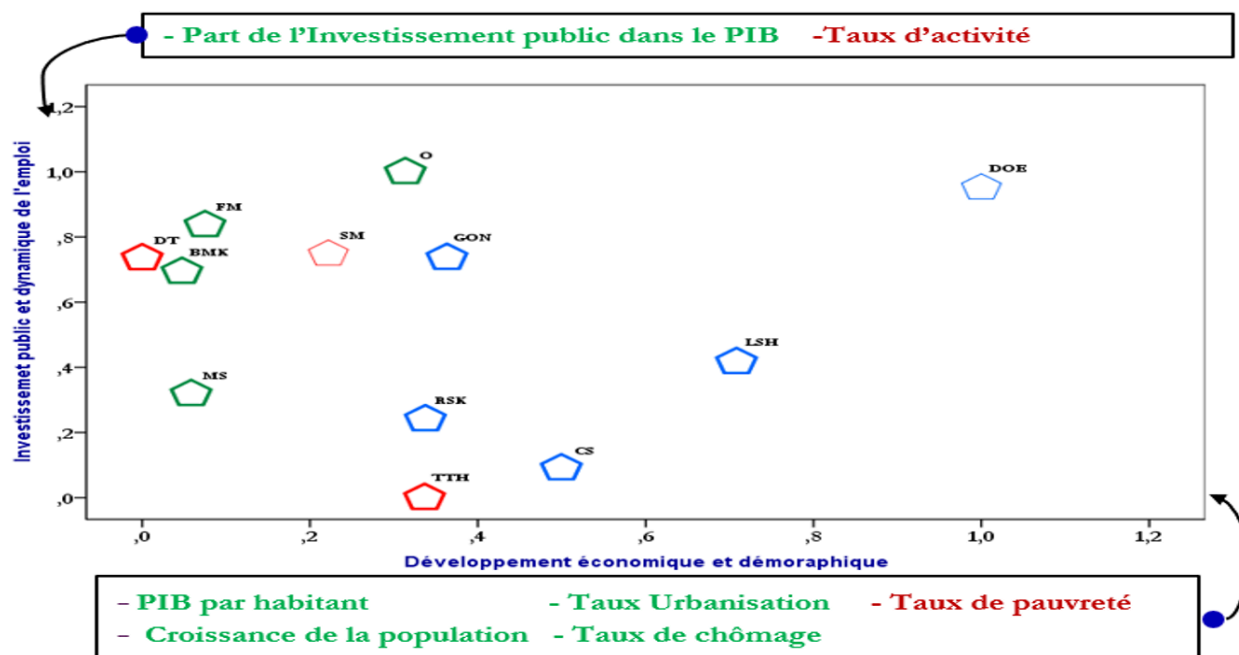
La démarche méthodologique repose, dans un premier temps, sur la construction d'un score global de santé compris entre 0 et 10 sur la période 2014-2023, à partir d'indicateurs de l'ODD3 portant notamment sur la santé maternelle, la densité médicale et la couverture vaccinale. L'analyse de ce

score et des sous-scores par domaine de santé permettent de retracer les trajectoires régionales.

Elle est complétée par des tests d'autocorrélation spatiale visant à apprécier les similitudes entre régions voisines, par un modèle de β -convergence permettant d'évaluer le rattrapage des régions les moins performantes, ainsi que par une analyse en composantes principales destinée à caractériser les différents profils territoriaux.

Les résultats confirment l'influence de la dimension géographique sur les disparités régionales de santé et mettent en évidence un processus de convergence. L'étude identifie également trois groupes distincts de régions, selon leurs profils socio-économiques et sanitaires, avec des résultats parfois divergents. Les constats plaident en faveur de politiques davantage territorialisées, intégrant les dimensions sociales, environnementales et comportementales, afin d'accélérer le rattrapage des régions les moins favorisées.

Répartition régionale des déterminants des performances sanitaires en 2023



Source : Elaboration DEPF



Évaluation du coût budgétaire de la déperdition scolaire au Maroc

Radouane GUERMANE

La déperdition scolaire constitue un défi majeur pour le développement et la valorisation du capital humain. Au-delà de ses conséquences individuelles et sociales, elle engendre un coût pour les finances publiques et réduit l'efficacité des ressources consacrées à l'éducation. Dans cette perspective, cette étude analyse l'évolution du phénomène de la déperdition scolaire, en évalue l'incidence budgétaire et formule des recommandations visant à renforcer la prévention du décrochage scolaire, à améliorer l'efficacité du système éducatif et à promouvoir l'équité d'accès.

L'approche adoptée consiste à additionner les effectifs de déperdition à chaque niveau d'enseignement, pondérés par les coûts annuels par élève et par année de scolarisation perdue. Cette étude se concentre exclusivement sur la quantification de l'impact financier supporté par le Budget de l'État résultant des déperditions survenues durant les cycles primaire, collégial et secondaire.

L'analyse met en évidence le poids de facteurs structurels et socioéconomiques dans les difficultés de rétention et de réussite scolaires. L'interaction entre les facteurs socio-culturels et les performances du système éducatif appelle ainsi une approche globale lors de la conception des politiques éducatives.

L'étude souligne, à cet égard, la nécessité de consolider les mécanismes d'appui social et d'instaurer un ciblage territorialisé des interventions. Ces mesures devraient être complétées par des dispositifs rigoureux de suivi, de soutien pédagogique et d'accompagnement individualisé des élèves vulnérables. Elles supposent également d'agir sur la qualité de l'enseignement, la pertinence des pratiques pédagogiques, l'attractivité du climat scolaire et les conditions sociales nécessaires à la poursuite des études.



ECO VI : NOWCASTING ET BIG DATA

Dans le cadre du renforcement de ses capacités d'analyse et de prévision, la DEPF a poursuivi en 2025 ses travaux consacrés au Big Data et au nowcasting, avec pour objectif de moderniser les dispositifs de suivi conjoncturel et d'améliorer la réactivité de l'analyse économique. Ces travaux reposent sur l'exploitation de sources de données non conventionnelles à haute fréquence, associée à des techniques avancées de modélisation et d'apprentissage automatique.

Complémentaires aux données conventionnelles, ces nouveaux outils contribuent à élargir la base informationnelle mobilisée par la Direction, à améliorer la précocité de ses diagnostics conjoncturel set à renforcer la robustesse de ses prévisions.

Les travaux menés à ce titre ont porté sur quatre dimensions majeures de l'économie nationale, à savoir la croissance de l'activité économique, l'inflation, les échanges extérieurs et l'emploi.



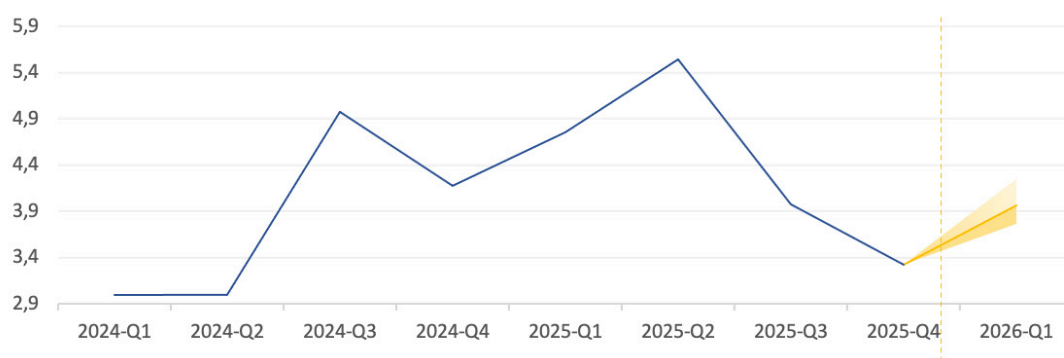
Nowcasting de la croissance économique nationale

- Sara MONSEF
- Rachida KHTIRA

Dans le cadre du renforcement de ses outils d'analyse et de suivi de l'activité économique, la DEPF a poursuivi, en 2025, le développement d'un tracker de croissance destiné à fournir une estimation en temps réel de l'évolution de l'activité nationale. À cet effet, une approche innovante fondée sur l'exploitation des tendances de recherche issues de Google Trends a été mobilisée, en complément des indicateurs conjoncturels usuels, afin d'améliorer la réactivité et la disponibilité des estimations de croissance à court terme.

Le modèle de réseaux de neurones développé à cet effet repose sur une logique d'ensemble, permettant de restituer le sens de l'évolution et la tendance du taux de croissance trimestriel du PIB sur la période observée. Ces résultats mettent en évidence l'apport potentiel des indices de Google Trends pour rendre compte des fluctuations passées de l'activité économique et enrichir les dispositifs de prévision à court terme.

Scénarios de croissance économique nationale au premier trimestre 2026 (En %)



Source : Calcul DEPF



Nowcasting de l'inflation

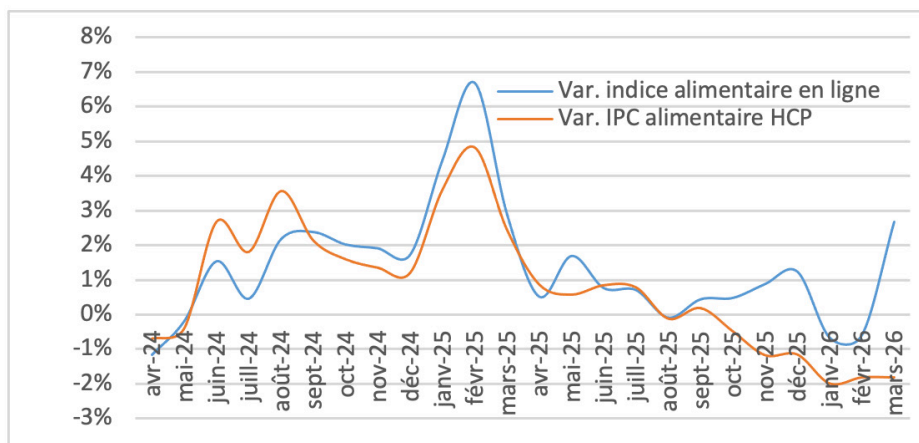
Mustapha Kabbaj

Parallèlement aux méthodes traditionnelles qui calculent les indices des prix à une fréquence mensuelle, trimestrielle ou annuelle propre à chaque dispositif statistique, des approches innovantes exploitent désormais les données massives pour établir des estimations rapides des indices des prix en temps réel, tout en offrant de possibilités de réduction des coûts de collecte des données.

La démarche retenue dans ce cadre s'appuie sur des méthodes innovantes qui ont permis de constituer une base de données comprenant près de 35.000 références de produits, assorties de leurs principales caractéristiques, notamment leur description, leur catégorie, leur sous-catégorie et leur prix. Après traitement des données et l'harmonisation des catégories conformément à la classification COICOP⁶, ces informations d'élaborer un indice des prix à la consommation des produits alimentaires en ligne (IPCA-OL).

L'indice global IPCA-OL constitue ainsi un baromètre numérique fiable de suivi de l'évolution des prix alimentaires, affichant une corrélation substantielle de 80,7 % avec l'indice officiel des prix à la consommation des produits alimentaires publié par le HCP.

Évolution de l'indice des prix à la consommation des produits alimentaires en ligne (IPCA-OL)(En %)



Source : Calcul DEPF

⁶ Cette nomenclature est utilisée par le Haut-Commissariat au Plan pour l'élaboration de l'indice des prix à la consommation.



Nowcasting et alertes précoces appliqués aux exportations des secteurs productifs

- Ihsane Kabbaj
- Mustapha Kabbaj
- Mohammed Artil

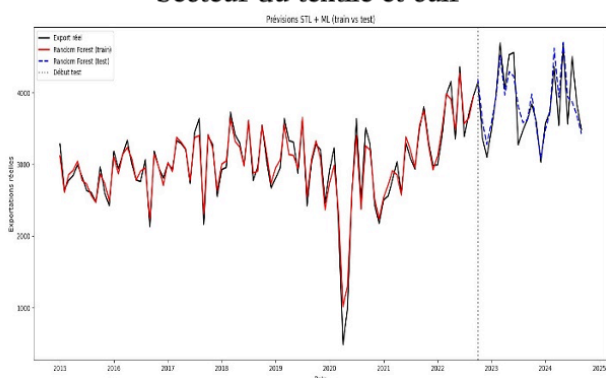
Cette analyse vise à développer un dispositif de nowcasting et d'alerte précoce destiné au suivi des exportations de trois secteurs productifs : l'automobile, les phosphates et dérivés ainsi que le textile et cuir. Ce dispositif vise à améliorer le suivi conjoncturel de ces secteurs et à renforcer la capacité d'anticipation des tendances à l'exportation, en complément des statistiques traditionnelles disponibles avec un certain délai.

L'approche méthodologique repose sur l'exploitation de données mensuelles granulaires, notamment les valeurs d'importation de produits remarquables, utilisées comme variables explicatives pour anticiper l'évolution des exportations. Ces données ont été structurées sous forme de séries temporelles mensuelles et ont fait l'objet de travaux d'harmonisation et de transformation en vue de constituer une base de données adaptée à la modélisation.

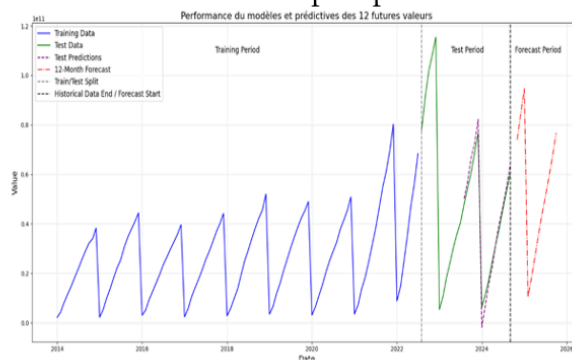
Le dispositif mobilise également des modèles de machine learning et de deep learning adaptés aux séries temporelles, permettant de comparer plusieurs approches de prévision et d'identifier les modèles les plus performants, appréciées au moyen d'indicateurs usuels tels que la racine de l'erreur quadratique moyenne (RMSE), l'erreur absolue moyenne (MAE) et le coefficient de détermination (R^2). Les premiers résultats confirment le potentiel de ces outils pour mieux appréhender les évolutions conjoncturelles des exportations sectorielles et enrichir l'analyse économique.

Prévision de la valeur des exportations

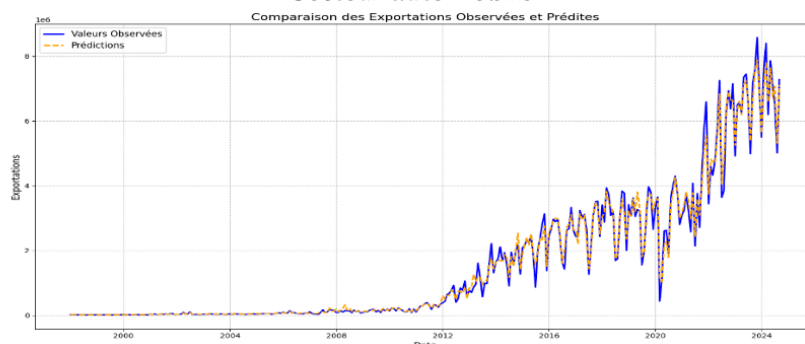
Secteur du textile et cuir



Secteur des phosphates



Secteur automobile



Source : Calcul DEPF, sur la base des données de l'office des changes



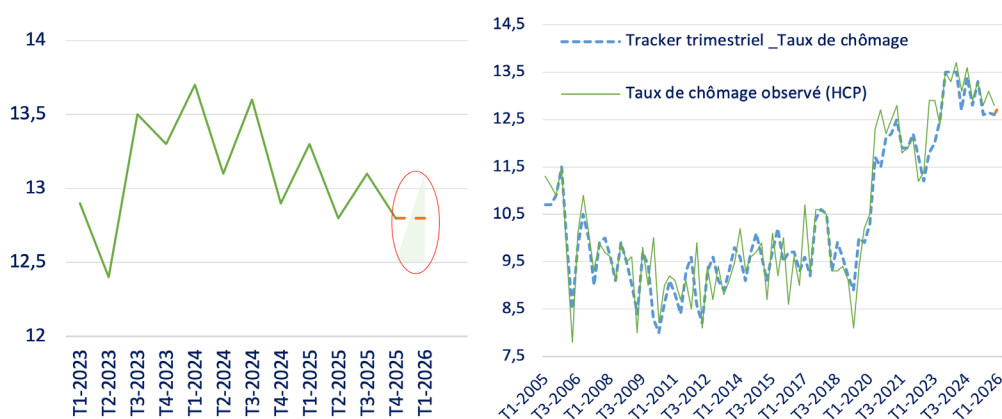
Nowcasting du taux de chômage au Maroc

Rachida Khtira

Les travaux de nowcasting ont été étendus au marché du travail à travers le développement d'un tracker trimestriel du taux de chômage. Le nowcasting du taux de chômage est, à ce titre, basé sur plusieurs thématiques de recherche sur Google, en lien avec la dynamique du marché du travail et l'environnement socio-économique des individus, notamment l'éducation et la formation, l'emploi et le recrutement, l'économie et les finances ainsi que l'entrepreneuriat.

Appliquée à la période 2005-2025, cette démarche a permis de mettre au point un tracker du taux de chômage, dont les estimations reproduisent de manière globalement satisfaisante les tendances du chômage au Maroc, avec des écarts contenus sur l'ensemble de la période analysée.

Taux de chômage observé (HCP) et résultats du tracker trimestriel (%)



Source : Calcul DEPF

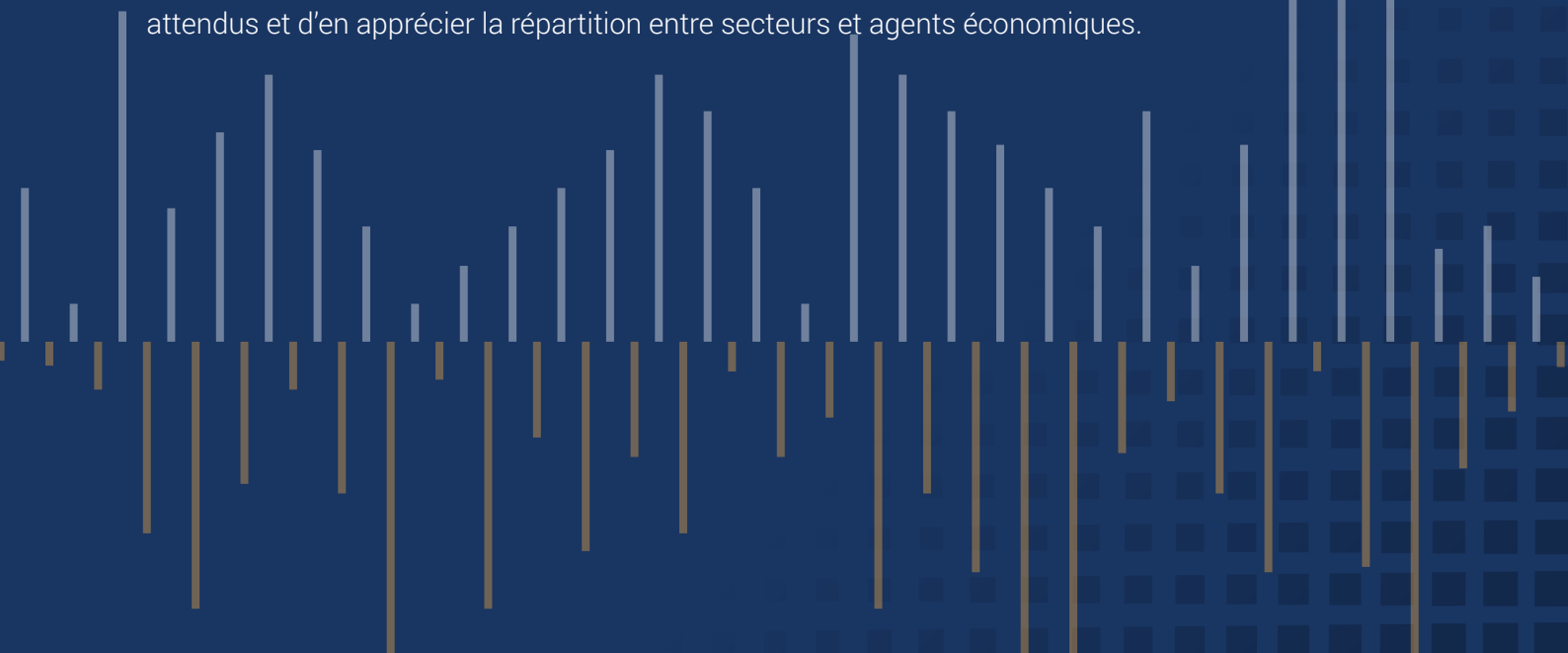


ECO VII : ETUDES D'IMPACTS

Dans le cadre du renforcement de ses capacités d'évaluation et d'aide à la décision, la DEPF a poursuivi en 2025 les travaux relevant de l'ECO thématique consacré aux études d'impact. Ces analyses visent à apprécier, de manière ex ante, les effets macroéconomiques, sectoriels, sociaux et territoriaux d'événements structurants, de chocs externes et de mesures de politique publique susceptibles d'affecter la trajectoire de l'économie nationale.

Les travaux réalisés ont notamment porté sur les retombées attendues de l'organisation de la Coupe du Monde 2030, ainsi que sur les effets potentiels d'une baisse des prix des produits énergétiques, d'une appréciation de l'euro par rapport au dollar et de l'instauration d'une taxe carbone.

S'appuyant sur les outils de modélisation et de simulation développés par la Direction, ces travaux permettent d'identifier les principaux canaux de transmission, de quantifier l'ampleur des effets attendus et d'en apprécier la répartition entre secteurs et agents économiques.





Impacts économiques de la Coupe du Monde 2030

- Siham Tounsi
- Naïma Darouich
- Said Ait Faraji

Cette étude vise à évaluer les retombées économiques et sociales de l'organisation de la Coupe du Monde 2030 sur l'économie marocaine. Elle analyse, à ce titre, les effets directs, indirects et induits des investissements programmés dans les infrastructures sportives, de transport et d'hébergement sur les principaux agrégats macroéconomiques, notamment la croissance, l'emploi et l'investissement. Ces investissements sont appréhendés comme un choc d'offre positif susceptible de renforcer les capacités productives de l'économie nationale. L'étude examine également leurs incidences sectorielles, ainsi que leur contribution au développement territorial et au renforcement de l'attractivité économique du Royaume.

L'évaluation repose sur un Modèle d'Équilibre Général Calculable (MEGC) à dynamique séquentielle, permettant de simuler les effets macroéconomiques et sectoriels des investissements liés à la préparation de la Coupe du Monde 2030⁷. La combinaison de ces effets se traduirait par une hausse substantielle du PIB réel et confirme le caractère structurant de la Coupe du Monde 2030 et son potentiel comme levier de dynamisation économique et sociale pour le Maroc.



Le tourisme au Maroc : potentiels et perspectives à l'aune de la coupe du monde 2030

- Souad DAOUDI
- Ilyes BOUMAHDI
- Adnane CHAFIQ

Cette étude vise à apprécier les effets potentiels de l'organisation conjointe par le Maroc de la Coupe du Monde en 2030 et de la mise en œuvre de la Feuille de route du tourisme 2023-2026, sur la dynamique du secteur touristique national.

L'évaluation a porté sur trois scénarios de développement de l'activité touristique nationale à l'horizon 2030, simulés à l'aide de la maquette économétrique sectorielle du tourisme, développée par la DEPF. Cette maquette modélise le comportement des principales grandeurs des quatre branches caractéristiques du tourisme (hébergement et restauration, transport voyageurs, services de location et services d'animation et sport). Ces branches contribuent pour une large part dans la dynamique du secteur touristique et en déterminent l'évolution, tout en exerçant un effet d'entraînement sur les autres activités connexes du tourisme.

Les résultats des simulations montrent que l'accueil de grands événements sportifs, en particulier la Coupe du Monde 2030, constitue une opportunité stratégique pour renforcer l'attractivité de la destination Maroc, impulser l'activité touristique et stimuler la croissance économique du pays.

⁷ Cet outil offre un cadre adapté à la prise en compte des interdépendances entre les secteurs et à l'appréciation des effets directs, indirects et induits des chocs d'investissement. Le cadre comptable du modèle repose sur une Matrice de Comptabilité Sociale (MCS) construite pour l'année 2023 à partir des comptes nationaux du HCP. Les secteurs directement concernés par les investissements programmés, notamment la construction, le transport et le tourisme ont été isolés et désagrégés afin d'analyser plus finement leurs interactions avec le reste de l'économie.



Impacts macroéconomiques d'une baisse du prix du pétrole de 10 dollars par baril et du gaz butane de 13,5 dollars par tonne en 2025

- Hanane EL ALAMI
- Souad DAOUDI
- Ahmed SABRI
- El Yazid MCHICHI

L'économie nationale demeure sensible à l'évolution des cours énergétiques internationaux, compte tenu du poids de la facture énergétique dans les importations et des effets de diffusion des prix des hydrocarbures sur les coûts de production et le pouvoir d'achat des ménages. Ce travail, tenant compte de contexte, analyse les canaux de transmission d'une baisse éventuelle, en 2025, de 10 dollars par baril du prix du Brent et de 13,5 dollars par tonne du prix du gaz butane par rapport aux hypothèses retenues lors de l'élaboration de la Loi de finances 2025.

Les simulations réalisées, dans le cadre de cette étude, se sont appuyées sur deux instruments développées par la DEPF, en l'occurrence, la Maquette énergétique et le Modèle Intégré Macro-Econométrique de Projection et d'Analyse des Simulations (MIMPAS).

Les résultats de la simulation sont utilisés comme des scénarios alternatifs lors de l'élaboration du Cadre macro-économique et quantifie les impacts plausibles d'une éventuelle hausse des produits énergétiques sur les différentes grandeurs macro-économiques.



Impacts macroéconomiques d'une éventuelle appréciation de l'Euro par rapport au Dollar en 2025

- Leila ZNIBER
- Hanane El Alami

Les fluctuations de la parité euro-dollar constituent un facteur déterminant de l'évolution des équilibres macroéconomiques du Maroc, compte tenu du rattachement du dirham à un panier de devises dans lequel l'euro occupe une place prépondérante. Tenant compte de ce contexte, cette étude analyse les évolutions de la parité euro-dollar au titre de l'année 2025 et évalue, à l'aide des outils de simulation développés par DEPF, les effets d'une éventuelle appréciation la parité euro-dollar sur le taux de change du dirham, sur la balance commerciale et sur les principaux agrégats macroéconomiques du Maroc.

L'exercice retient un scénario de référence correspondant à une parité euro-dollar moyenne de 1,08, telle qu'adoptée lors de l'élaboration de la Loi de finances 2025, ainsi que deux scénarios d'appréciation fondés sur les évolutions observées au cours des cinq premiers mois de 2025 et des dernières projections du consensus de marché. Le premier scénario, qualifié de central, suppose une appréciation de l'euro de 3,3%, portant la parité à 1,12. Le second retient une hausse plus marquée de l'euro de 7,9%, correspondant à une parité de 1,17.

Ces scénarios ont servi de base à l'évaluation de leurs effets sur la balance commerciale, en mobilisant les données disponibles sur la facturation des

échanges par devise, ainsi que sur les autres variables macroéconomiques tels que les prix, le PIB, la consommation, l'investissement, le solde du compte courant et le solde budgétaire.

Les simulations font ressortir des effets globalement favorables pour l'économie marocaine dans les deux scénarios. Le second, fondé sur une appréciation plus soutenue de l'euro, générerait toutefois des gains plus importants en matière de compétitivité, de solde extérieur et de croissance. Ces résultats demeurent néanmoins tributaires de l'évolution des autres déterminants économiques, notamment les prix mondiaux et la demande extérieure.



Instauration d'une taxe carbone sur les produits énergétiques : quel impact sur le pouvoir d'achat des ménages ?

- Souad DAOUDI
- Ilyes BOUMAHDI
- Adnane CHAFIQ

Si l'instauration d'une taxe carbone sur les produits énergétiques constitue un levier important pour la réalisation des objectifs climatiques, elle soulève également des enjeux d'équité liés à ses répercussions potentielles sur le pouvoir d'achat des ménages. Cette étude vise, ainsi, à quantifier les impacts directs et indirects qu'engendrerait une éventuelle taxation des principaux produits énergétiques (gaz butane, essence, gasoil et électricité) sur le pouvoir d'achat des différentes catégories de ménages.

Cette analyse mobilise les micro-données disponibles issues de l'Enquête Nationale sur la Consommation et les Dépenses des Ménages (ENCDM) et s'appuie sur la méthodologie CEQ (Commitment to Equity) adaptée par la DEPF au contexte national et aux spécificités de la thématique étudiée.

Les résultats obtenus indiquent que la catégorie sociale, les modes de vie, le milieu de résidence ainsi que les disparités régionales constituent des déterminants majeurs des répercussions sociales de la fiscalité verte.

Les constats soulignent que l'instauration d'une taxe carbone ne saurait être envisagée isolément. Pour être à la fois efficace sur le plan environnemental et socialement acceptable, elle devrait s'inscrire dans une approche intégrée articulant transition énergétique, justice sociale et compétitivité économique.



LEVIERS DE PERFORMANCE : CAPITAL HUMAIN ET TRANSFORMATION NUMÉRIQUE

En 2025, la DEPF a poursuivi sa dynamique de modernisation autour de deux leviers complémentaires : la valorisation du capital humain et l'accélération de la transformation numérique. Les actions engagées ont visé à renforcer les compétences de la Direction, à favoriser le partage et la transmission des savoirs et à contribuer à la professionnalisation des jeunes à travers l'accueil et l'encadrement de stagiaires.

Parallèlement, une attention particulière a été accordée à la fiabilité, à la sécurité, à l'agilité et à la résilience du système d'information, afin d'accompagner l'évolution des métiers et les besoins croissants en matière d'analyse économique.

Dans cette dynamique, la valorisation des données, le développement d'outils d'analyse et d'aide à la décision, la modernisation des infrastructures technologiques ainsi que le renforcement des dispositifs de communication numérique ont constitué des axes majeurs d'intervention.

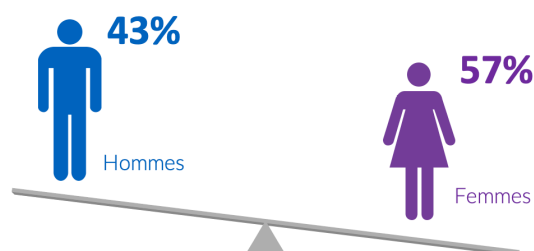


CAPITAL HUMAIN

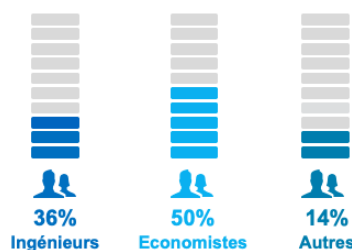
Le capital humain constitue le premier socle de modernisation de la DEPF. En 2025, la structure des effectifs de la Direction se caractérise par les principaux indicateurs suivants :

- Un effectif total de 104 fonctionnaires dont les femmes représentent 57% (la Direction se positionne parmi les entités du Ministère qui ont pu réussir le pari de la parité) ;
- Un taux d'accès aux postes de responsabilité de 29% ;
- Un taux de féminisation des postes de responsabilité de 36% ;
- Un taux d'encadrement de 90%⁸ ;
- Un âge moyen des effectifs avoisinant 46 ans (13% des agents de la Direction sont âgés de moins de 30 ans, 14% entre 30 ans et 39 ans et 62 % entre 40 ans et 59 ans et 11% ont plus de 60 ans) ;
- Une part de 74% des cadres de la Direction est titulaire d'un diplôme des études supérieures de niveau BAC+5 et plus.

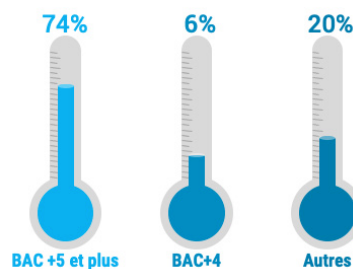
Une forte représentation féminine ●●●●



Des profils diversifiés ●●●●



Répartition de l'effectif par niveau de formation ●●●●



⁸ Considéré comme cadre un agent échelle 10 et plus.



DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

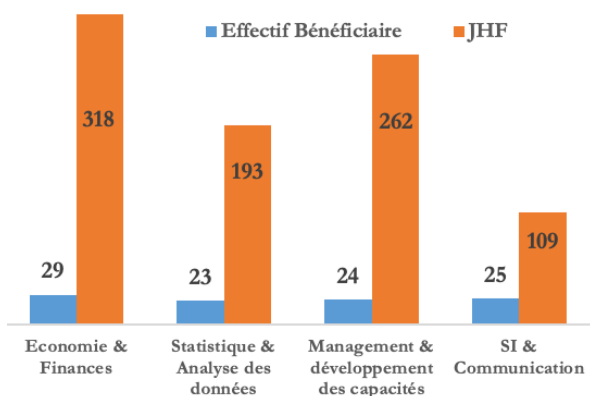
Dans le prolongement de sa politique de valorisation du capital humain, la Direction a déployé plusieurs actions visant à renforcer les connaissances ainsi que les compétences techniques et managériales de ses équipes.

Les principaux indicateurs de formation enregistrés en 2025 se présentent comme suit :

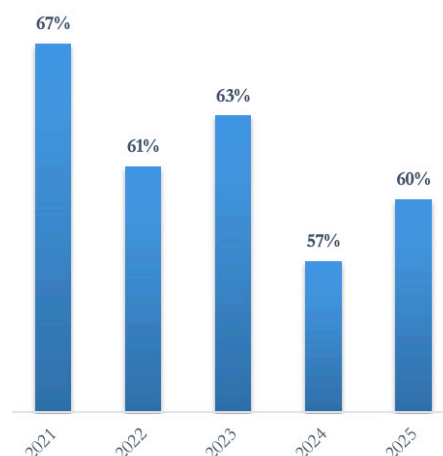
- 882 journées-homme de formation (JHF) réalisées ;
 - 62 bénéficiaires, dont 12 responsables ;
 - Un taux d'accès à la formation de 60%⁹ ; (formés / effectif total) ;
 - 14 jours de formation en moyenne par bénéficiaire ;
- 17 agents inscrits à la formation en anglais en ligne ;
 - 2 agents inscrits à une formation diplômante ;
 - 58% des journées de formation réalisées ont porté sur les thématiques relevant de l'économie et des finances ainsi que des statistiques et de l'analyse des données ;
 - 30% de ces journées de formation ont été consacrées aux domaines en relation avec le management et le développement des capacités des cadres et 12% ont été dédiées aux systèmes d'information et à la communication.

Répartition des bénéficiaires par axe de formation

AXE DE FORMATION	EFFECTIF BÉNÉFICIAIRE	JHF	% DE JHF
Economie & Finances	29	318	36%
Statistique & Analyse des données	23	193	22%
Management & Dév. des capacités	24	262	30%
SI & Communication	25	109	12%
Total	62	882	100%

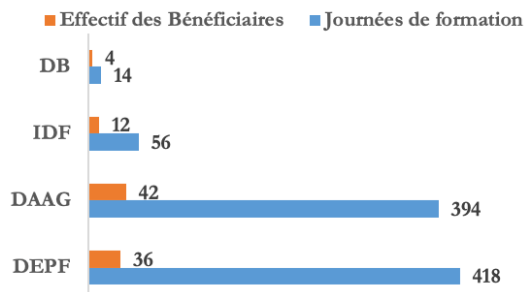


Evolution du taux d'accès à la formation sur la période 2021-2025

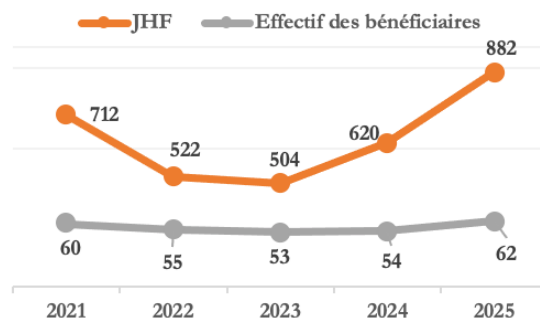


⁹ Le Taux d'accès à la formation correspond au nombre des formés rapporté au total de l'effectif de la Direction.

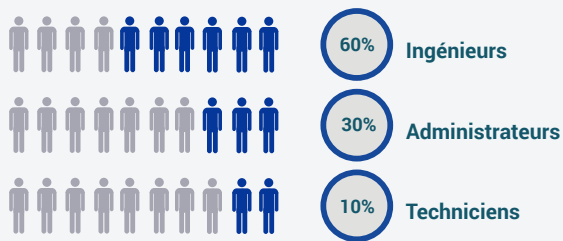
Répartition des bénéficiaires par organisateur de formation



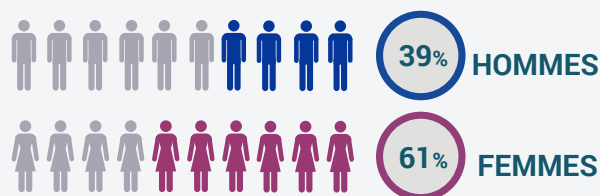
Évolution des réalisations (JHF/Effectif) entre 2021 et 2025



Répartition des bénéficiaires par corps



Répartition de la formation par sexe



ENCADREMENT DES ÉTUDIANTS STAGIAIRES

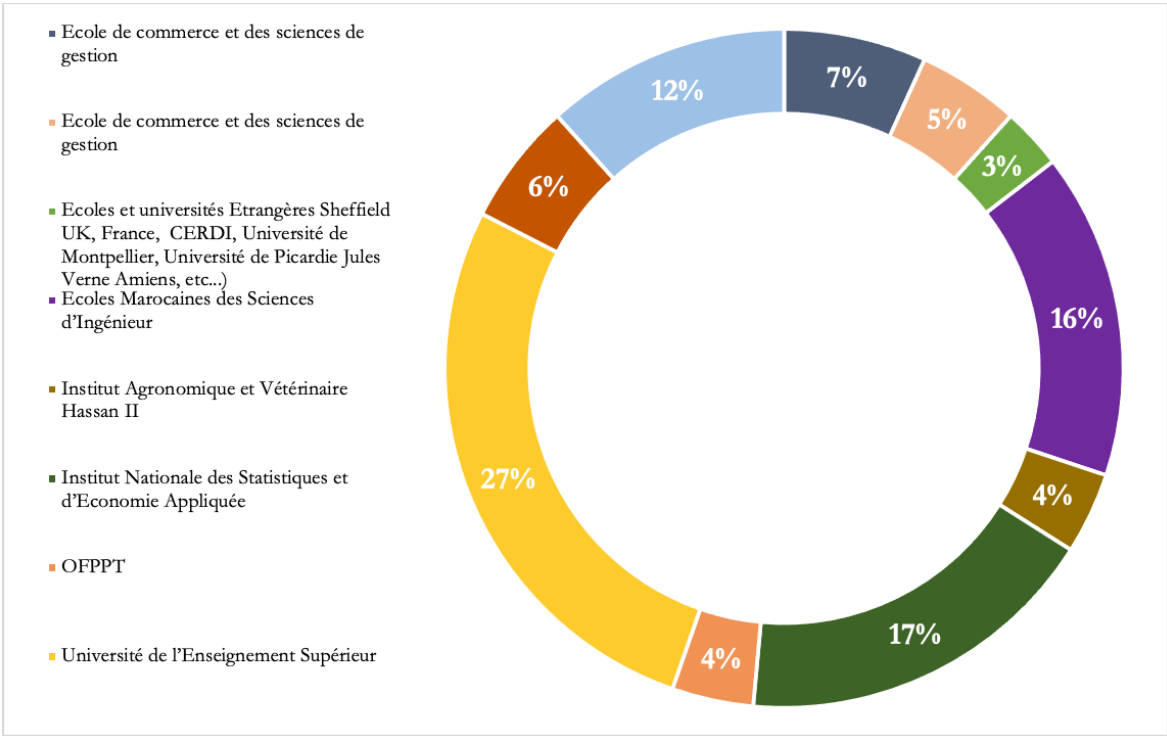
La transmission des savoirs s'est également concrétisée à travers l'accueil et l'encadrement d'étudiants issus d'universités et de grandes écoles. En leur offrant l'opportunité de mobiliser leurs acquis théoriques sur des problématiques concrètes liées à l'économie marocaine, la DEPF contribue à leur professionnalisation et au renforcement de leur employabilité.

Au titre de l'année 2025, 162 demandes de stages ont été enregistrées dont 103 ont été retenues, soit un taux de satisfaction de 64%. Ce niveau élevé de sollicitations témoigne de l'intérêt que suscitent auprès des étudiants les domaines d'intervention de la DEPF, ainsi que de la reconnaissance de son expertise. Il reflète également la qualité du dispositif d'accueil, d'orientation et d'encadrement mis en place pour favoriser l'intégration des stagiaires et le bon déroulement de leurs missions.

Les stages encadrés en l'année 2025 sont répartis comme suit :

Application	34
Découverte	38
Projet de Fin d'Etudes	29
Perfectionnement	2

Répartition des stagiaires encadré par établissement d'origine





OPTIMISATION DU SYSTÈME D'INFORMATION

Complémentaire au renforcement du capital humain, la transformation numérique constitue un levier essentiel de modernisation des métiers et d'amélioration de la performance de la Direction. En 2025, les actions entreprises dans ce cadre ont pour objectifs la consolidation de la disponibilité, la fiabilité, l'interopérabilité et la sécurité du système d'information, tout en développant les capacités de traitement, d'analyse et de valorisation des données des équipes de la Direction. Elles ont, à cet effet, porté sur la modernisation des infrastructures informatiques, le développement des solutions de traitement et d'exploitation des données massives, l'amélioration du support aux utilisateurs ainsi que le renforcement de la sécurité du système d'information.



Cette dynamique s'est déclinée, en 2025, en plusieurs chantiers complémentaires, présentés ci-après :

Consolidation du bouquet de systèmes Manar

La consolidation de la banque de données économiques, financières et sociales Manar-Stat a porté sur les dimensions suivantes :

- L'amélioration des composantes techniques, fonctionnelles et sécuritaires de la plateforme Manar-Stat, à travers l'intégration de nouvelles fonctionnalités, l'optimisation et la stabilisation des fonctionnalités existantes, appuyées par des tests rigoureux des versions développées ;

- La mise à jour et l'optimisation du socle de base de données, ainsi que l'amélioration des mécanismes de synchronisation entre les plateformes interne et externe afin de faciliter la diffusion et le partage des données ;
- Le suivi continu de l'exploitation du système, l'analyse des usages en ligne et le renforcement des mécanismes de chiffrement des échanges ;
- Le renforcement de la sécurité applicative et réseau afin d'améliorer la résilience du système face aux cyberattaques ;

Parallèlement, le renforcement du système décisionnel Manar-BI a porté sur les volets suivants :

- La maintenance évolutive et corrective du système décisionnel Manar-BI, couvrant le Datawarehouse, les Datamarts, les frameworks et les tableaux de bord décisionnels ;
- L'intégration de nouvelles sources de données et l'automatisation progressive des rapports et tableaux de bord décisionnels, contribuant à l'amélioration de la qualité et de la réactivité des analyses ;

La consolidation du système d'information géographique Manar-SIG s'est, quant à elle, articulée autour de :

- La mise à niveau logicielle et sécuritaire du système d'information géographique Manar-SIG et l'intégration de nouvelles fonctionnalités d'analyse et de traitement des données spatiales ;
- Le développement de nouveaux Datamarts de données régionales et provinciales et la production de tableau de bord intégrant un ensemble d'indicateurs économiques ventilés par région, province, année et autres dimensions d'analyse ;
- Le renforcement des capacités des équipes techniques moyennant des actions de formation et d'assistance technique destinées à accompagner l'exploitation du système et les travaux d'analyse spatiale.

Exploitation des données massives

Dans ce domaine, les travaux menés ont accompagné plusieurs études stratégiques de la Direction à travers :

- Le développement de programmes et de modèles dédiés à l'extraction, à la préparation, au traitement et à l'analyse de données massives issues de sources multiples ;
- Le recours à des algorithmes de Machine Learning et de Deep Learning pour anticiper les tendances et soutenir la prise de décision ;
- La participation au projet de la mise en place d'un DataLab au Ministère, à la validation

du dossier d'appel d'offres, au lancement et à l'adjudication du marché, ainsi qu'à la préparation du démarrage du projet.

Appui à la communication numérique interne

Les interventions engagées dans ce cadre ont porté sur ce qui suit :

- La maintenance technico-fonctionnelle du site Intranet ainsi que le suivi de son exploitation ;
- L'amélioration de l'interfaçage du site Intranet avec d'autres plateformes du système d'information ;
- Le maintien de la disponibilité et de la cohérence des services de communication digitale interne ;
- L'exploration de nouvelles solutions logicielles innovantes visant à moderniser les processus de communication digitale interne.

Visualisation des données

Dans le cadre de ce chantier, les actions menées ont porté sur les volets suivants :

- L'élaboration des termes de référence relatifs à la mise en place d'une solution de Data Visualisation ;
- La définition des besoins fonctionnels et techniques liés à la visualisation et à la diffusion des données ;
- L'identification des usages et des exigences nécessaires au développement de tableaux de bord et d'outils d'analyse visuelle des données ;
- L'exploration de nouvelle solution logicielle susceptibles de soutenir la réalisation du projet.

Modernisation de l'infrastructure technologique et des données

Les travaux entrepris dans ce domaine ont cerné ce qui suit:

- La mise à jour des plateformes logicielles,

notamment les systèmes de gestion de bases de données et les plateformes applicatives ;

- L'optimisation des performances des serveurs et des bases de données ;
- La structuration et l'enrichissement des données de production ;
- Le renforcement de la fiabilité et de la sécurité du système d'information ;
- Le renouvellement d'un ensemble d'équipements bureautiques contribuant à l'amélioration de l'environnement technologique.

Renforcement de la sécurité du système d'information

Les actions conduites en matière de sécurité ont porté sur :

- La mise à jour régulière des solutions antivirus, des systèmes et des configurations des équipements réseau ;
- La gestion et l'actualisation des règles d'accès afin de renforcer la sécurité globale du système d'information ;
- Le déploiement de mesures visant à renforcer la résilience du système d'information face aux cyberattaques et à assurer sa conformité aux normes et exigences réglementaires ;
- La veille et la gestion proactive des alertes afin d'assurer une réponse rapide aux incidents de sécurité ;
- Le renforcement des compétences internes par la participation à des sessions de formation en sécurité des systèmes d'information ;
- La réalisation de manière régulière d'opérations de sauvegarde, de restauration et de tests afin d'assurer la continuité des services.

Assistance, encadrement et formation

Les actions entreprises dans ce cadre ont concerné :

- L'assistance technique apportée aux

utilisateurs de la Direction pour l'exploitation des différentes composantes du système d'information ;

- L'encadrement de stagiaires mobilisés sur des projets de développement informatique, d'intelligence artificielle et de la science des données ;
- La participation à des formations transverses organisées par le Ministère ;
- La participation à des formations spécialisées notamment dans le domaine de la Business Intelligence (BI) ainsi qu'à des sessions techniques dispensées par le SOC-MEF ;
- Le renforcement continu des compétences techniques internes.

Coopération intra-Ministère

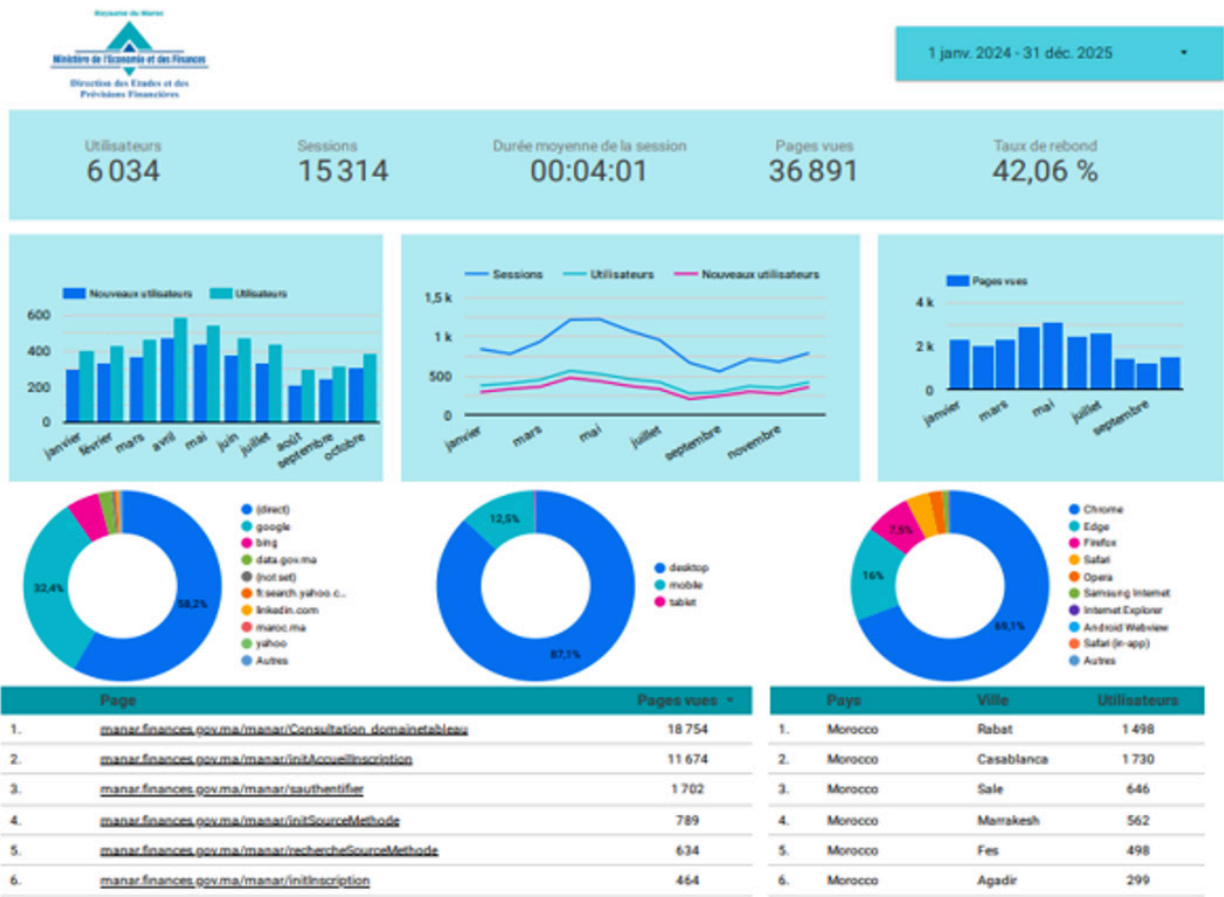
La contribution de la DEPF aux chantiers transversaux du Ministère a concerné :

- La participation aux travaux et projets du Comité de Sécurité des Systèmes d'Information (CSSI) ;
- La contribution aux travaux relatifs au projet de mise en place d'un DataLab au sein du MEF ;
- La participation au projet de mise en place d'un dispositif de gestion de crise ;
- La contribution aux travaux de préparation et de validation des projets liés à la nouvelle feuille de route de la sécurité des systèmes d'information (SSI).

Renforcement de la communication digitale

Dans le prolongement de la modernisation du système d'information, la DEPF a poursuivi l'amélioration de sa communication numérique. Le suivi des indicateurs d'utilisation de ses plateformes, notamment de la banque de données économiques, financières et sociales Manar-Stat, permet de mesurer l'engagement des utilisateurs, d'apprécier la visibilité des contenus diffusés et d'identifier les leviers d'amélioration de l'expérience en ligne.

Statistiques d'accès à la banque de données économiques, financières et sociales Manar-Stat



2025

DIRECTION DES ETUDES ET DES PREVISIONS FINANCIERES
RAPPORT D'ACTIVITE



CONTACT

Adresse

Boulevard Mohamed V
Quartier Administratif I Rabat-Chellah
MAROC



Téléphone

(+212) 5 37 67 74 15/16



Online

Email : depf@depf.finances.gov.ma

IMPRIMERIE DE LA DAAG

